



2  
0  
0  
7

# RAPPORT ANNUEL

## L'Histoire d'une Maison par X. Laxalt

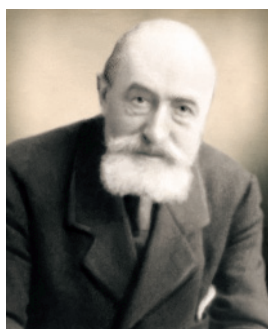
“ Oeuvrer au quotidien en étant tourné vers l'avenir et nourrir son ambition d'une vision moderne et sensée de ce que sera, pour les générations futures, le Pays Basque ”, a répondu un jour Jean-Paul Inchauspé (Saint-Jean-Pied-de-Port, 1963) Président de la BAMI depuis 1988, au journaliste qui lui demandait ce que signifiait être basque aujourd'hui. Une phrase venant comme un raccourci de plus d'un siècle de l'histoire d'une entreprise familiale qui n'a eu de cesse, pour en écrire les pages, de s'appuyer sur l'esprit maison, le caractère d'un pays et des gens qui le bâtissent. “ Etxea ”, “ Herria ”, “ Herritara ”, trois mots clés dont on sait toute l'importance des deux côtés des Pyrénées. “ C'est ressentir cette force intérieure que nous ont transmise nos aïeux et marcher dans les traces qu'ils nous ont laissées ”, concluait Jean-Paul Inchauspé, se revendiquant à la fois d'une éthique et d'une filiation.

Du simple guichet de la maison familiale “Cherbacho” - savoureuse altération du traditionnel et convivial “ Zer behauzu ? ” (Que désirez-vous ?) que l'on s'adresse volontiers à Saint-Jean-Pied-de-Port, aux heures du marché - au vaisseau de verre

ancré à la sortie de Bayonne, dernière unité de la flotte et son fleuron, plus de cent ans et autant de transhumances. L'histoire de la BAMI est étroitement liée à ce vieux pays de Navarre qui s'est permis d'engendrer pas moins de 16 rois entre 824 et 1234 sans jamais négliger la toute aussi noble tradition pastorale, creuset où s'est fondue une partie de l'identité de ce pays.

A partir du XIXe siècle, les contraintes économiques imposèrent à plusieurs générations de Basques d'écrire un nouveau chapitre de l'histoire d'Euskal Herria de l'autre côté de l'Atlantique. La Maison de Négoce fondée par Jean-Léon Inchauspé (1853-1924), spécialisée dans le commerce des tissus et du traitement de la laine, contribua, financièrement à poser les fondations de ces nouvelles existences.

Une destinée familiale qui parcourra l'écliptique d'un siècle, dans ce même esprit de solidarité que traduit en euskara le mot “ elkartasuna ”. Désormais, renforçant ainsi le maillage de leurs racines, avec la ferme détermination de participer à la réalisation économique du pays, quatre générations vont en défendre les projets. Louis Inchauspé (1892-



Jean-Léon Inchauspé  
(1853-1924)



Louis Inchauspé  
(1892-1960)

1960) ouvrira le chemin en s'appuyant sur les valeurs communes aux habitants de ce pays quand Michel Inchauspé (Saint-Jean-Pied-de-Port, 1925), troisième du nom, se fera le forgeron de cet outil à part entière qu'est aujourd'hui la BAMl.

A l'instar du blason de la province, les chaînes de la Navarre figurent sur le sigle qui porte aussi le nom de la famille, comme autant de gages d'un attachement à la terre et au mot "hitz", la parole, celle que l'on donne.

Avec Jean-Paul Inchauspé et son frère Louis à la Direction Générale, la BAMl a fait son entrée effective dans le XXI<sup>e</sup> siècle sans renoncer pour autant aux principes historiques. Comme sur une cancha où il s'illustra d'ailleurs de longues années, Jean-Paul Inchauspé et ses collaborateurs relèvent les défis et chaque action engagée aux côtés du client-partenaire, se mène comme on marquerait un point à la pelote : réactivité, complicité, écoute, responsabilité, risque partagé, réflexion, autant d'éléments qui font le piment de parties mémorables et qui, surtout, rendent la victoire encore plus belle.

Seize agences essaient aujourd'hui aux quatre horizons du Pays Basque vers lesquels une entreprise, forte de son expérience, va à la rencontre d'autres entreprises et, partageant les mêmes préoccupations, s'implique dans l'économie locale.

La BAMl, une maison-institution aux nobles principes de commerce patiemment tissés à la laine de ces hommes de la montagne dont elle n'a jamais cessé de partager les valeurs.



Michel Inchauspé  
Président du Conseil de Surveillance  
(1925)



Louis Inchauspé - Directeur Général  
Jean-Paul Inchauspé - Président du Directoire

## Sommaire

|                                                  |       |
|--------------------------------------------------|-------|
| Rapport du Directoire                            | 6     |
| Les Chiffres clés                                | 7     |
| Résultats et affectation                         | 8-15  |
| Rapport du Conseil de Surveillance               | 16-17 |
| Compte de résultat                               | 19    |
| Bilan                                            | 20-21 |
| Résultats financiers des cinq derniers exercices | 22-23 |
| Résolutions                                      | 24-25 |
| Rapport général du Commissaire aux comptes       | 24-26 |
| Annexes                                          | 27    |

## Conseil de Surveillance

|           |                        |
|-----------|------------------------|
| Président | M. Michel INCHAUSPÉ    |
| Membres   | Mme Noëlle INCHAUSPÉ   |
|           | M. Vincent INCHAUSPÉ   |
|           | M. Laurent INCHAUSPÉ   |
|           | M. Roland d'HAUTEVILLE |
|           | M. Gérard ASCARATEGUI  |
|           | BAKIA SCA              |

## Directoire

|                   |                        |
|-------------------|------------------------|
| Président         | M. Jean-Paul INCHAUSPÉ |
| Directeur Général | M. Louis INCHAUSPÉ     |

## Direction des engagements et du suivi des risques

|             |                 |
|-------------|-----------------|
| Responsable | M. Alain ANDRES |
|-------------|-----------------|

## Direction juridique et contentieux

|             |                                 |
|-------------|---------------------------------|
| Responsable | M <sup>lle</sup> Régine CASTETS |
|-------------|---------------------------------|

## Rapport du Directoire

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et soumettre à votre approbation le bilan, le compte de résultat et les annexes.

Tous les documents sociaux, comptes, rapports ou autres documents et renseignements s'y rapportant, vous ont été communiqués ou ont été mis à votre disposition dans les délais prévus par les dispositions légales, réglementaires ou statutaires.

## Faits significatifs

L'exercice 2007 a été principalement marqué par l'accroissement significatif du niveau moyen des dépôts confiés par notre clientèle (+ 8,1 %) ce qui représente près de 25 millions d'euros. Il convient d'y ajouter la collecte en actifs financiers (valeurs mobilières, OPCVM et Assurance-vie) auprès de cette même clientèle dont l'encours moyen a progressé de 5,2% en 2007, soit près de 16 millions d'euros.

A fin décembre, les progressions sont sensiblement les mêmes (+7.3% pour les dépôts bancaires et +5.8% pour les actifs financiers).

Parallèlement, l'encours net moyen de nos crédits consentis (tenant compte des remboursements survenus) a progressé de 4.7% soit près de 10 millions d'euros essentiellement sur les crédits d'équipement et les crédits immobiliers. Leur niveau moyen a progressé respectivement de 5.6% et 12.5 % en 2007.

Les principaux taux d'intérêt du marché interbancaire de la zone EURO (EONIA & EURIBOR) ont été orientés à la hausse tout au long de l'année 2007, ce qui nous a favorisés en raison de notre position de trésorerie excédentaire (plus de 150 millions d'euros) sur les marchés bancaires et financiers dont le niveau moyen a progressé de 20.6%.

Le souci de spécialisation d'une part mais également de complémentarité entre nos activités d'autre part nous a conduit à revoir l'organisation du service Gestion du patrimoine.

Outre le développement de sa clientèle propre, ce service a pour vocation dorénavant de faire profiter à l'ensemble du réseau de son expertise sur les problématiques liées à son métier, dans le but d'améliorer notre offre de services, tant quantitativement que qualitativement, et d'en faire bénéficier notre clientèle réseau existante tout en accentuant notre prospection auprès d'une clientèle nouvelle..

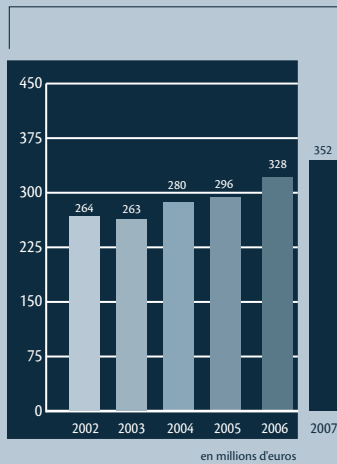
La BAMI n'a pas supporté de pertes liées à la crise de liquidité intervenue à partir de l'été 2007 à la suite de la crise des subprimes.

Néanmoins, cette crise nous a conduits à revoir la politique de placement de nos excédents de trésorerie. Nous avons en effet cessé le placement de ces excédents dans des titres d'OPCVM monétaires au profit de placements, à compter de septembre 2007, sur le marché interbancaire, sous forme de certificats de dépôt à trois mois ou six mois.

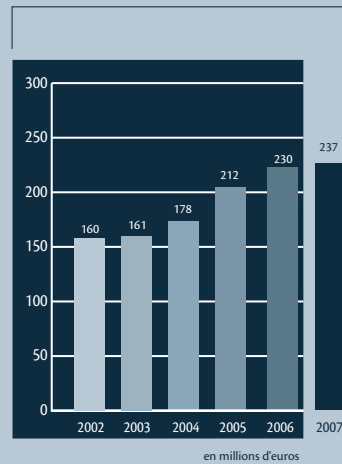
Comme vous le constaterez l'exercice 2007 se solde par un résultat bénéficiaire en hausse par rapport à l'exercice précédent (soit 23 exercices consécutifs de progression de notre bénéfice net) permettant de poursuivre notre développement ainsi que le renforcement de nos fonds propres.

## Les Chiffres clés

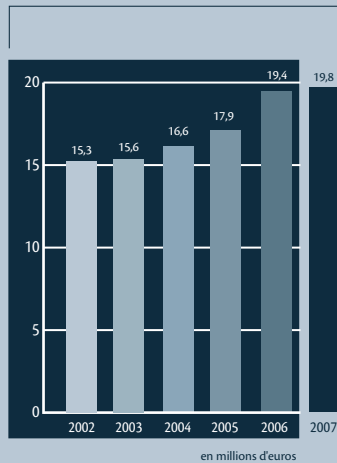
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE



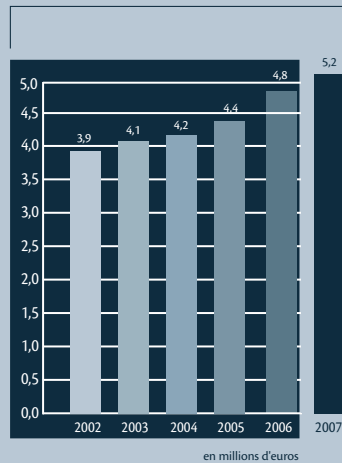
PRÊTS À LA CLIENTÈLE



PRODUIT NET BANCAIRE



BÉNÉFICE NET



## Le Bilan

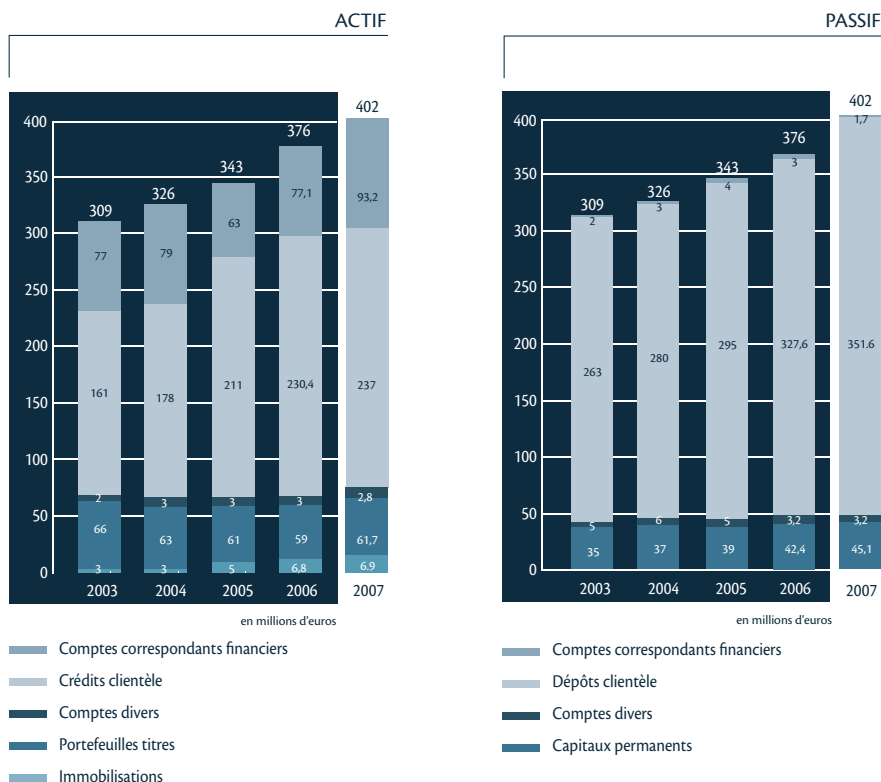
Vous trouverez ci-après les comptes de l'année 2007 ainsi que leurs annexes.

Plusieurs changements de méthodes comptables ont été opérés en 2007 dans les comptes de la BAMl consécutivement à l'adoption de nouveaux règlements par le Comité de la réglementation comptable :

- La BAMl a appliqué à compter du 1er janvier 2007 le règlement CRC n°2005-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres modifiant le règlement n°90-01 du Comité de la réglementation bancaire.
- La BAMl a appliqué à compter du 1er janvier 2007 les dispositions de l'Avis CNC n°2006-02 relatif à la comptabilisation des comptes et plans d'épargne-logement dans les établissements habilités à recevoir des dépôts d'épargne-logement et à consentir des prêts d'épargne-logement.
- La BAMl a appliqué à compter du 1er janvier 2007 les dispositions de l'Avis CNC n°2006-16 afférent au caractère douteux des découverts modifiant l'article 3 bis du règlement CRC n°2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par le règlement CRC n°2005-03.
- A défaut d'émettre des prêts à taux zéro, la BAMl n'est pas concernée par l'Avis n°2007-B du Comité d'urgence du CNC relatif à la comptabilisation du crédit d'impôt pour les prêts à taux zéro.

L'impact de ces changements comptables sur l'exercice 2007 tant au niveau des fonds propres que du compte de résultat est détaillé dans l'annexe.

D'autre part, il est à noter la mise en œuvre au 31 décembre 2007 du changement de présentation au bilan des opérations de dépôt et de crédit en cours de compensation sur le SIT à cette même date.



Jusqu'à présent pour partie comprises dans la rubrique Compte de régularisation (à l'actif ou au passif) et pour le reste parmi les créances ou les dettes sur les établissements de crédit ou sur la clientèle, les soldes de ces opérations sont dorénavant présentés dans leur totalité, à compter du 31 décembre 2007, parmi les créances ou les dettes sur les établissements de crédit ou sur la clientèle. Le Compte de régularisation (à l'actif ou au passif) ne comprend donc plus cette nature d'opérations.

A la clôture de l'exercice 2007 le total du bilan augmente de 27 millions d'euros (soit + 7,2 %) pour atteindre 402 millions d'euros contre 375 millions d'euros au terme de l'exercice 2006.

Les postes ayant connu les variations les plus importantes sont :

### Au passif

- les dépôts de la clientèle : + 24 millions d'euros (352 M€ au 31/12/07 contre 328 M€ au 31/12/06) ;
- les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) : + 3 millions d'euros (40 M€ au 31/12/07 contre 37 M€ au 31/12/06) ; à l'instar des quatre exercices précédents, près des deux tiers des sommes distribuables au 31 décembre 2006 ont été affectés en réserves en 2007.

### A l'actif

- les placements de trésorerie : + 19 millions d'euros (152 M€ au 31/12/07 contre 133 M€ au 31/12/06) ;

Au 31 décembre 2007, nos placements de répartissent de la façon suivante :

- 61 millions d'euros de titres détenus pour compte propre. Ce portefeuille est composé quasi exclusivement d'obligations d'Etat à la maturité longue ainsi que de titres de fonds dédiés au rendement récurrent élevé et à la rentabilité supérieure au marché monétaire. Cette politique démontre notre prudence face au risque sans renoncer pour autant à l'optimisation de nos placements ;
- 64 millions d'euros de certificats de dépôt négociables d'une durée initiale de 3 ou 6 mois ;
- 27 millions d'euros de trésorerie à vue (dont 8 millions d'euros de réserves obligatoires).
- les crédits consentis à la clientèle : + 7 millions d'euros (237 M€ au 31/12/07 contre 230 M€ au 31/12/06) ; lire infra.

## Les dépôts

Au terme de l'exercice social clos le 31 décembre 2007, le total des ressources collectées auprès de la clientèle s'élève à 352 millions d'euros en augmentation de 7,3 % par rapport au 31 décembre 2006.

Cette évolution a été constatée tout au long de l'exercice : le montant moyen annuel des dépôts de la clientèle s'élève à 331 millions d'euros pour 2007, soit une variation positive de 25 millions d'euros par rapport à 2006 (+ 8,1 %).

La progression la plus importante concerne les comptes à terme en euros : + 21 millions d'euros (+ 32 %) en moyenne annuelle entre 2006 et 2007.

Dans le même temps, le niveau moyen :

- des dépôts à vue a légèrement progressé (+ 6 millions d'euros soit + 3,6 %) ;
- des comptes d'épargne et des bons de caisse ont régressé de respectivement 1,5 et 0,1 millions d'euros (- 2,6 et - 0,9 %).

Ces évolutions enregistrées en 2007 sur les en-cours ont contribué à modifier la structure de nos dépôts ;

Ainsi, la part dans le total de nos ressources bancaires :

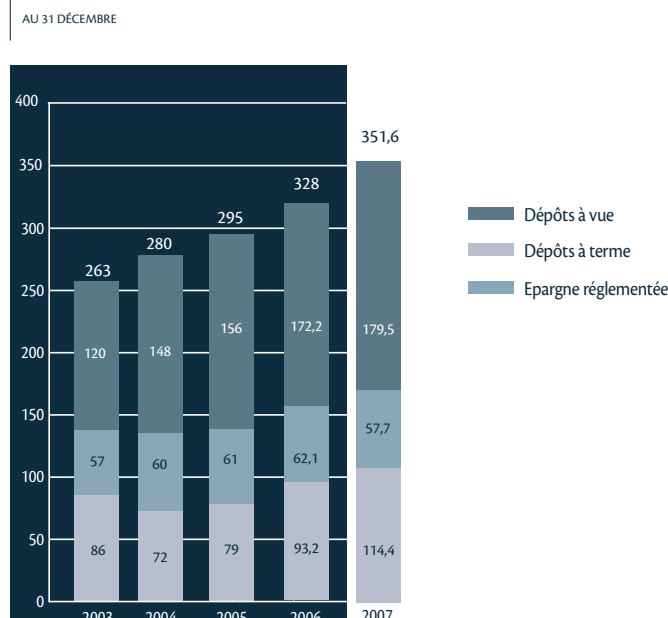
- des dépôts à vue est passé de 54 à 52 % entre 2006 et 2007 ;
- des comptes à terme est passé de 21 à 26 % ;
- des comptes d'épargne est passé de 19 à 17 %.

Par conséquent le poids de nos ressources rémunérées a progressé entre 2006 et 2007.

Combinée et accentuée par la répercussion de la hausse des taux d'intérêt interbancaire sur les taux de rémunération des comptes à terme (+ 1 % en moyenne annuelle), le coût de nos ressources a fortement augmenté entre 2006 et 2007 : + 1,4 millions d'euros passant de 3,1 à 4,5 millions d'euros, soit une hausse de 46 %.

L'exercice 2007 a par ailleurs été marqué par la progression des placements effectués par nos clients dans nos produits dont la conservation est assurée par nos partenaires NATIXIS (titres) et LA MONDIALE (assurance vie). En moyenne, ces placements se sont élevés à 320 millions d'euros en 2007

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS



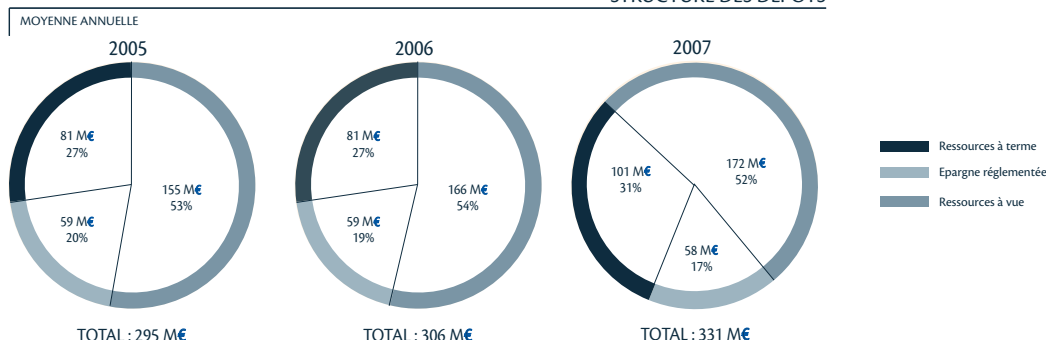
contre 304 millions d'euros en 2006.

La contribution moyenne de la clientèle professionnelle (Entreprises et Entrepreneurs Individuels) dans la constitution des ressources bancaires mises à notre disposition continue de progresser par rapport à celle des particuliers. En décembre 2007, le poids relatifs de chaque catégorie était respectivement de 55 et 41 % contre 52 et 44 % en décembre 2006.

Toutefois, en intégrant la détention des titres, OPCVM et des contrats d'assurance-vie, ce ratio de structure passe à 59 % en faveur de la clientèle de particuliers et 38 % pour la clientèle d'entreprises.

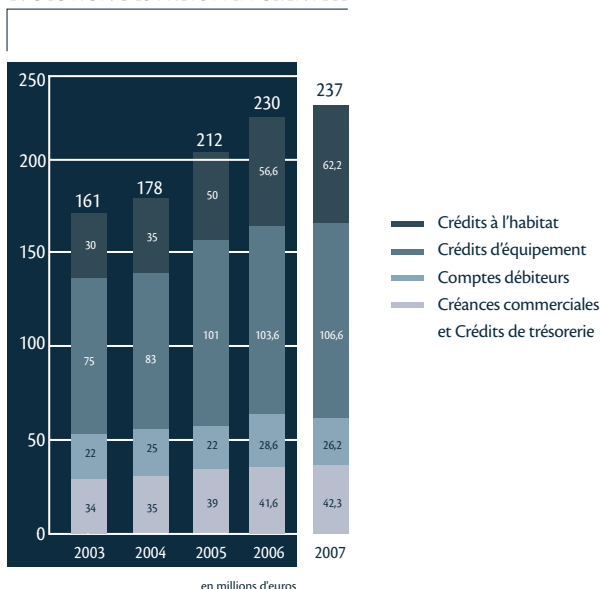
Nous concentrons nos efforts dans la collecte des ressources bancaires en provenance du segment professionnel des PME PMI. Les progrès réalisés à ce titre en 2005 et 2006 se sont poursuivis en 2007 puisque ces ressources ont continué de progresser : + 15 millions d'euros (+ 8,9 %) en 2007 après + 18,5 millions d'euros (+ 12,3 %) en 2006 et + 12 millions d'euros (+ 10,6 %) en 2005.

STRUCTURE DES DÉPÔTS



## Les crédits

ÉVOLUTION DES PRÊTS À LA CLIENTÈLE



L'encours total des crédits consentis atteint, au 31 décembre 2007, 237 millions d'euros contre 230 millions d'euros au 31 décembre 2006 (+ 2,9 %).

En valeur moyenne annuelle, ces emplois affichent un taux de croissance de 4,7 %, passant ainsi de 212,8 millions d'euros en 2006 à 222,7 millions d'euros en 2007. Pour mémoire, la progression enregistrée en 2006 était de + 21,9 millions d'euros (+ 11,5 %).

Cette augmentation de l'en-cours annuel moyen des crédits consentis a permis de générer un PNB supplémentaire de 0,6 million d'euros.

Au sein de l'encours global, les différentes catégories de prêts ont connu des évolutions disparates.

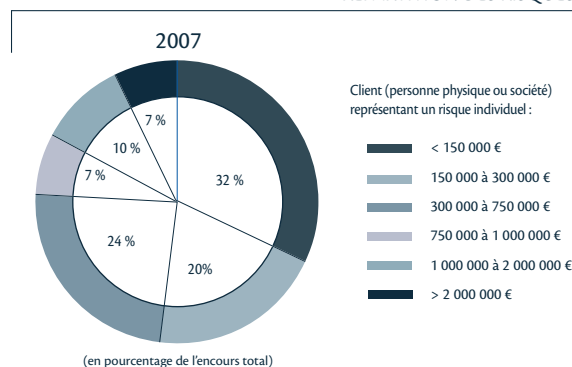
Ainsi :

- les comptes à vue débiteurs et les créances commerciales (escompte commercial, Dailly, MCNE) voient le niveau moyen annuel de leur en-cours régresser respectivement de 1,5 et 3,7 millions d'euros en 2007 (soit - 9,3 et - 21 %) ; cette évolution fait suite à la régression déjà constatée en 2006 de respectivement 8,8 et 1,6 millions d'euros (- 34,6 et - 9,8 %) ; il convient de noter qu'il s'agit des deux catégories d'emplois pour lesquels les taux d'intérêt pratiqués sont les plus élevés mais qui présentent un risque plus élevé ;

- l'en-cours moyen annuel a progressé de +16,7 % pour ce qui concerne les crédits de trésorerie, de + 12,5 % pour les crédits immobiliers, et de + 5,6 % pour les crédits à l'équipement.

Atteignant 105,5 millions d'euros en moyenne annuelle, les crédits d'équipement représentent toujours en 2007 près de la moitié des emplois consentis (47 %), suivis par les crédits immobiliers qui représentent 27 % de l'ensemble.

RÉPARTITION DES RISQUES



## Le produit net bancaire

Au 31 décembre 2007, le Produit Net Bancaire de la BAMl s'élève à 19,9 millions d'euros et enregistre par conséquent une progression de 0,5 million d'euros par rapport à 2006, soit + 2,6 %.

L'ensemble des commissions tant bancaires que sur conservation a régressé de 0,5 million d'euros entre 2006 et 2007 alors que dans le même temps le PNB généré par l'activité de crédit progressait de 0,6 millions.

La gestion interbancaire des excédents de trésorerie générés par la forte augmentation de la collecte (cf supra) a permis de compenser le coût élevé de cette ressource supplémentaire.

Dés lors, on constate que la progression du PNB de l'exercice 2007 repose essentiellement sur l'augmentation de la performance de nos placements de trésorerie à moyen terme qui a été supérieure à celle du marché interbancaire.

## Les frais généraux

Les frais administratifs ont baissé de 0,1 million d'euros (- 3%) dans leur ensemble par rapport à l'an passé.

Les frais de personnel, hors participation des salariés, atteignent 6,3 millions d'euros au 31 décembre 2007 soit une augmentation de 0,5 million d'euros (+ 8,7 %) par rapport à 2006.

La charge d'impôts et taxes progresse de 5 % pour atteindre 0,4 million d'euros au 31 décembre 2007.

La dotation aux amortissements augmente de 18,3 % et

s'élève à 0,7 million d'euros au 31/12/07.

Le coefficient net global d'exploitation (rapport entre les charges générales d'exploitation, y compris les dotations aux amortissements des immobilisations, et le Produit Net Bancaire) reste satisfaisant puisqu'approchant les 55 % (contre 53 % en 2006).

Les dépenses non déductibles au sens de l'article 223 quater du CGI se sont élevées à 16 971 euros en 2007 (véhicules non commerciaux) ; le montant de l'impôt attaché est de 5 844 euros.

## Les résultats

Le résultat brut d'exploitation atteint 8,9 millions d'euros au 31 décembre 2007, en diminution de 0,9 % par rapport à 2006.

Notre politique de provisionnement du risque de contreparties nous a amené à doter en 2007 un montant net de 0,9 million d'euros au titre des opérations avec la clientèle. Minoré par une reprise nette de provision pour litiges et risques de change de 0,2 million d'euros en 2007, le coût du risque de la BAMl s'élève finalement à 0,7 million d'euros au 31 décembre 2007 (alors que le coût du risque au 31 décembre 2006 était de 1,2 million d'euros).

L'impôt sur les bénéfices s'élevant à 3 millions d'euros, le résultat net comptable ressort bénéficiaire à concurrence de 5,2 millions d'euros, soit une progression de 7 %.

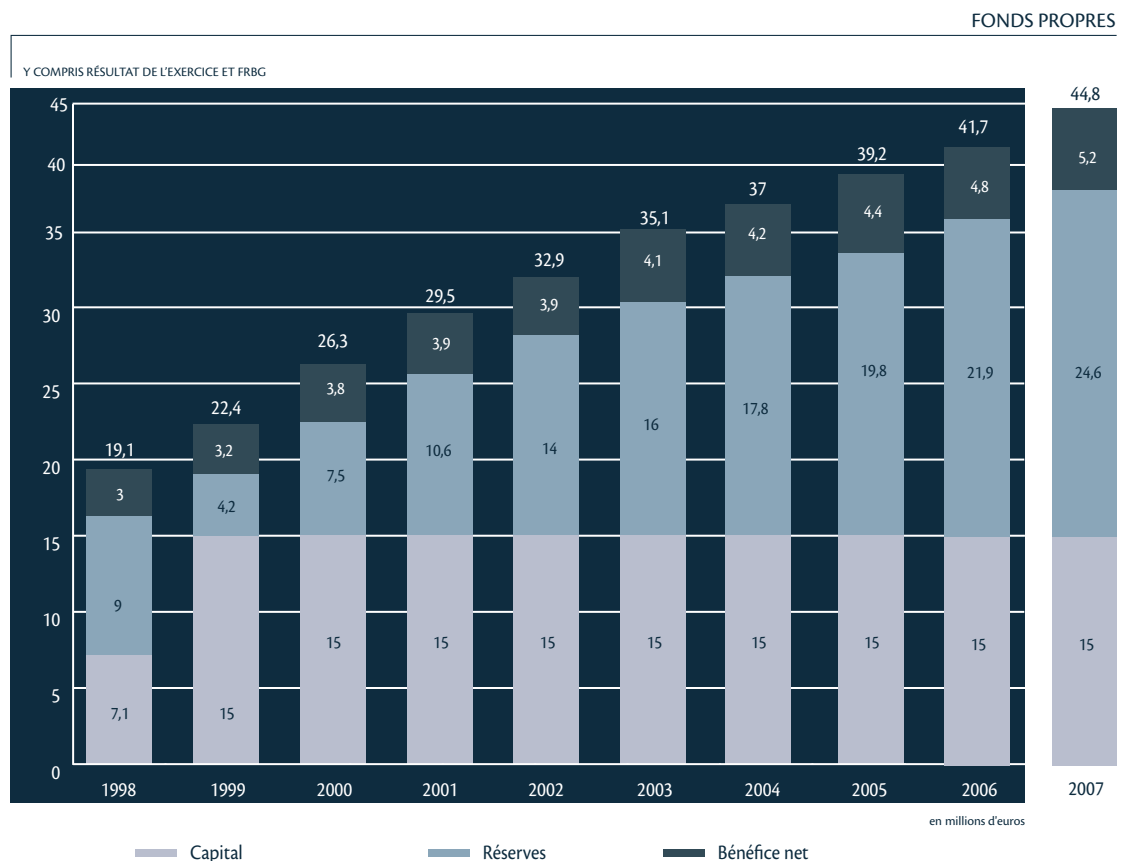
| En milliers d'euros                                    | 2007          | 2006          |
|--------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Net des intérêts et produits assimilés                 | 11 423        | 11 518        |
| Net des commissions                                    | 5 288         | 5 738         |
| Net des produits et charges sur opérations financières | 3 125         | 1 906         |
| Revenus des titres à revenu variable                   | 3             | 201           |
| Produits nets des autres activités                     | 8             | 11            |
| <b>Produit net bancaire</b>                            | <b>19 847</b> | <b>19 374</b> |
| Frais de personnel                                     | (6 696)       | (6 180)       |
| Autres frais administratifs                            | (3 546)       | (3 614)       |
| Dotations aux amortissements                           | (656)         | (554)         |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b>                    | <b>8 949</b>  | <b>9 026</b>  |
| Coût du risque                                         | (670)         | (1 257)       |
| <b>Résultat d'exploitation</b>                         | <b>8 279</b>  | <b>7 769</b>  |
| Gains ou pertes sur actifs immobilisés                 | (6)           | (58)          |
| <b>Résultat courant avant impôt</b>                    | <b>8 273</b>  | <b>7 711</b>  |
| Résultat exceptionnel                                  | (309)         | (23)          |
| Impôt sur les bénéfices                                | (2 966)       | (2 821)       |
| Dotations reprise de FRBG et provisions réglementées   | 176           | (32)          |
| <b>Bénéfice net</b>                                    | <b>5 174</b>  | <b>4 835</b>  |

# Les fonds propres

Notre singularité s'inscrit dans le contexte général des réformes bancaires, réglementaires et prudentielles, lesquelles commandent une maîtrise raisonnable des risques et une adéquation préventive de nos fonds propres.

Ainsi, fin 2007, ceux-ci s'élèvent à 38,6 millions d'euros contre 35,7 millions d'euros fin 2006 (hors FRBG de 1 million d'euros, hors provisions réglementées de 232 000 euros en 2006 et 56 000 euros en 2007, et hors résultat de l'exercice).

Ce niveau permet à notre Maison d'afficher un ratio de solvabilité de 15,43 %, supérieur à la norme prudentielle requise par les autorités de tutelle qui fixe le rapport entre le montant des fonds propres et l'ensemble des risques de crédit pondérés en fonction de la qualité de la contrepartie et de la nature de l'engagement au minimum à 8 %.



## Activité des filiales

La seule filiale de la BAMl est la SCI URGAIN qui détient un immeuble en centre ville de St Jean de Luz, lequel abritera notre quinzième agence bancaire. Les travaux d'aménagement et de transformation prévus initialement en 2007, ont pris du retard et ne débiteront qu'en 2008.

Sans activité en 2007, la SCI URGAIN a clôturé l'exercice sur une perte de 36 297 €.

## Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Néant.

## Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Nos perspectives pour l'exercice 2008 sont bonnes et déjà confirmées par les chiffres du premier trimestre qui montrent un maintien de la démarche commerciale et donc de l'attrait de l'offre de notre Maison et aussi de la relation commerciale qui se veut différente des grands établissements.

Au cours de l'année 2008, nous terminerons les travaux de rénovation des agences de Biarritz et de Pau ainsi que de l'immeuble que nous avons acquis à Saint Jean de Luz (par l'intermédiaire de notre filiale la SCI URGAIN) en vue d'une ouverture d'une agence dès le premier semestre 2009.

Le renforcement de nos équipes est constant et depuis le début de l'année 2008, plusieurs embauches ont déjà été réalisées notamment sur les agences du Pays basque intérieur et de la Cote Basque.

## Stock option ou actions gratuites au profit des dirigeants ou salariés

Néant.

# Dividendes versés au cours des trois derniers exercices

Exercice clos le :

- 31/12/2004

Dividende net : 7,25 - Avoir fiscal : /

- 31/12/2005

Dividende net : 7,35 - Avoir fiscal : /

- 31/12/2006

Dividende net : 10 - Avoir fiscal : /

## Affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2007 tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice net de 5 173 561,83 €.

Compte tenu de l'existence d'un Report à nouveau au titre des exercices antérieurs de 547 582,76 €, le montant total à affecter s'élève à 5 721 144,59 €.

Nous vous proposons de procéder à l'affectation suivante :

- Versement d'un dividende de 20 euros par action : 3 966 340,00 €

- Affectation en report à nouveau : 1 754 804,59 €

Nous vous informons que de nouvelles dispositions fiscales, applicables aux actionnaires (personnes physiques) fiscalement domiciliés en France, ont été mises en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 :

1) Instauration d'un prélèvement forfaitaire libératoire optionnel de 18 % sur le montant brut des dividendes (CGI art.117 quater). Cette option, totale ou partielle, doit être signifiée par écrit par l'actionnaire auprès de la Société, au plus tard lors de l'encaissement des dividendes ; elle est irrévocable pour cet encaissement.

2) Paiement à la source (donc par l'établissement payeur établi en France) des prélèvements sociaux (11%) sur les dividendes, qu'ils soient soumis au prélèvement libératoire ou imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Il est précisé que la CSG payée à la source sur les dividendes pour lesquels le prélèvement libératoire aura été choisi, ne sera plus déductible, à hauteur de 5,8 %, du revenu global imposable.

## Répartition du capital

La répartition du capital social de notre Maison est restée stable : le groupe familial BAKIA détient 77,75 % des 198.317 actions, la Banque PALATINE 20 % et les membres du personnel 2,25 %.

## Rapport du Conseil de Surveillance à l'Assemblée Générale ordinaire annuelle

Mesdames, Messieurs,

Nous vous rappelons qu'en application de l'article L225-68 du Code de commerce, le Conseil de Surveillance doit présenter à l'Assemblée Générale Annuelle ses observations sur les comptes annuels arrêtés par le Directoire, ainsi que sur le rapport de gestion soumis à l'Assemblée.

En outre depuis les dispositions de la loi de sécurité financière n° 2003-706 du 1er août 2003, le président du conseil de surveillance doit rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

### 1. OBSERVATIONS SUR LES COMPTES ANNUELS ET LE RAPPORT DE GESTION SOUMIS A L'ASSEMBLEE

Nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et le rapport de gestion de la Banque Michel Inchauspé – BAMI ont été communiqués au Conseil de Surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007 font apparaître les principaux postes suivants en euros :

|                        |               |
|------------------------|---------------|
| Total Bilan            | 401 665 251 € |
| Produit Net Bancaire   | 19 847 329 €  |
| Résultat net comptable | 5 173 562 €   |

Compte tenu de ce qui précède, nous n'avons aucune observation particulière à formuler, tant en ce qui concerne le rapport de gestion du Directoire, que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

### 2. CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

La Banque Michel Inchauspé – BAMI est une société anonyme à directoire et à conseil de surveillance. Le Président du Directoire assume la direction exécutive de la société en collaboration avec le directeur général. Le Président du conseil de surveillance assure les prérogatives de contrôle permanent aux côtés de six membres.

L'article 16 des statuts de la BAMI prévoit que le Conseil de Surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion du Directoire. A ce titre, il peut, à toute époque de l'année, opérer les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission. Une fois par trimestre au moins, il entend un rapport du Directoire sur la gestion de la société.

#### 2.1. TRAVAUX ET MODE DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Au titre de l'exercice 2007, le Conseil de Surveillance s'est réuni à quatre reprises :

- Le 29 mai 2007 à l'effet de valider la situation du premier trimestre 2007,
- Le 6 septembre 2007 à l'effet de valider la situation arrêtée au 30 juin 2007,
- Le 27 décembre 2007 à l'effet de valider la situation arrêtée au 30 septembre 2007,
- Le 11 avril 2008 à l'effet de valider la situation arrêtée au 31 décembre 2007 et de préparer l'assemblée générale ordinaire annuelle approuvant les comptes clos le 31 décembre 2007.

Depuis le 14 avril 2005, le comité d'audit assiste dans ses fonctions le Conseil de Surveillance.

## 2.2. POUVOIRS OCTROYES AU PRESIDENT DU DIRECTOIRE

Le Conseil de Surveillance n'a pas apporté de limitation aux pouvoirs du Président du Directoire qui est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil de Surveillance.

## 3. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE DANS LA SOCIETE

Le contrôle interne a acquis depuis la loi de sécurité financière n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003 une dimension légale pour les sociétés anonymes.

Toutefois, la BAMl, en sa qualité d'établissement de crédit, est déjà soumise à un référentiel professionnel plus sévère.

Le règlement n° 97-02 du 21 février 1997 édicté par le Comité de Réglementation Bancaire et Financière (CRB) modifié par les règlements n° 2001-01, 2004-02 et l'arrêté du 31 mars 2005 précise les mesures de contrôle interne que doivent respecter les établissements de crédit.

3.1) Nous souhaitons vous rappeler que le contrôle interne est l'ensemble des moyens mis en place par la BAMl pour s'assurer de la maîtrise de sa gestion.

Au sens large, la BAMl poursuit quatre objectifs de contrôle interne prédéfinis :

- SÉCURITÉ : assurer la sécurité des personnes, des opérations, des biens, des valeurs et des informations ;
- CONFORMITÉ : assurer l'application des dispositions législatives et réglementaires, des normes et usages professionnels et déontologiques, et des orientations données par l'organe exécutif (la Direction Générale) ;
- FIABILITÉ : s'assurer de la fiabilité de l'information interne et

externe de la banque ;

- QUALITÉ : garantir la qualité des prestations effectuées par la BAMl dans ses relations au quotidien ; cette notion recouvre à la fois les échanges avec la clientèle (les « clients externes ») et les relations transversales (les « clients internes » à la BAMl).

Au sens strict, le contrôle interne porte sur l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière. Ses objectifs sont principalement de :

- prévenir et maîtriser les risques d'erreurs et de fraudes ;
- protéger l'intégrité des biens et des ressources de l'entreprise ;
- gérer rationnellement les biens de l'entreprise ;
- assurer un enregistrement correct de toutes les opérations.

3.2) Les efforts entrepris ces dernières années pour améliorer l'information comptable et financière ont été poursuivis au cours de l'exercice 2007, notamment en matière de :

- procédures de gestion et de suivi des actifs ;
- formalisation de schémas comptables à des fins analytiques et fiscales ;
- procédure de révision de contrôle et d'analyse des informations comptables.
- gestion informatique des engagements de hors bilan.

Nous n'avons pas d'observation supplémentaire à formuler en ce qui concerne les procédures de contrôle interne mises en œuvre par la Maison en 2007.

Fait à St Jean Pied de Port,

Le 29 avril 2008

Michel INCHAUSPÉ  
Président du Conseil de Surveillance

# Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2008



# Compte de résultat

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                                        | 2007            | 2006           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|----------------|
| Intérêts et produits assimilés                                                             | 16 453          | 15 093         |
| Intérêts et charges assimilés                                                              | (5 030)         | (3 575)        |
| <b>Net des intérêts et produits assimilés</b>                                              | <b>11 423</b>   | <b>11 518</b>  |
| Revenus des titres à revenu variable                                                       | 3               | 201            |
| Commissions (produits)                                                                     | 6 982           | 7 471          |
| Commissions (charges)                                                                      | (1 693)         | (1 733)        |
| <b>Net des commissions</b>                                                                 | <b>5 288</b>    | <b>5 738</b>   |
| Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation                           | 57              | 79             |
| Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés                | 3 068           | 1 827          |
| <b>Net des produits et charges sur opérations financières</b>                              | <b>3 125</b>    | <b>1 906</b>   |
| Autres produits d'exploitation bancaire                                                    | -               | -              |
| Autres charges d'exploitation bancaire                                                     | -               | -              |
| <b>Net des autres produits et charges d'exploitation bancaire</b>                          | <b>-</b>        | <b>-</b>       |
| Produits nets des autres activités                                                         | 8               | 11             |
| <b>Produit net bancaire</b>                                                                | <b>19 847</b>   | <b>19 374</b>  |
| Frais de personnel                                                                         | (6 696)         | (6 180)        |
| Autres frais administratifs                                                                | (3 546)         | (3 614)        |
| <b>Total des charges générales de l'exploitation</b>                                       | <b>(10 242)</b> | <b>(9 794)</b> |
| Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles | (656)           | (554)          |
| <b>Résultat brut d'exploitation</b>                                                        | <b>8 949</b>    | <b>9 026</b>   |
| Coût du risque                                                                             | (670)           | (1 257)        |
| <b>Résultat d'exploitation</b>                                                             | <b>8 279</b>    | <b>7 769</b>   |
| Gains nets sur actifs immobilisés                                                          | (6)             | (58)           |
| <b>Résultat courant avant impôt</b>                                                        | <b>8 273</b>    | <b>7 711</b>   |
| Résultat exceptionnel                                                                      | (309)           | (23)           |
| Impôt sur les bénéfices                                                                    | (2 966)         | (2 821)        |
| Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées                                      | 176             | (32)           |
| <b>Résultat net</b>                                                                        | <b>5 174</b>    | <b>4835</b>    |

## Bilan au 31 décembre 2007 comparé à celui de l'exercice 2006

### ACTIF

| En milliers d'euros, au 31 décembre                       | 2007           | 2006           | 2006 proforma  |
|-----------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Opérations interbancaires et assimilées                   |                |                |                |
| Caisse, banques centrales, CCP                            | 8 835          | 7 028          | 7 028          |
| Effets publics et valeurs assimilées                      | -              | -              | -              |
| Créances sur les établissements de crédit                 | 84 398         | 68 451         | 70 121         |
| <b>Total des opérations interbancaires et assimilées</b>  | <b>93 233</b>  | <b>75 479</b>  | <b>77 149</b>  |
| Opérations avec la clientèle                              |                |                |                |
| Créances sur la clientèle                                 | 237 049        | 222 284        | 230 492        |
| <b>Total des opérations avec la clientèle</b>             | <b>237 049</b> | <b>222 284</b> | <b>230 492</b> |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                | 35 224         | 35 596         | 35 596         |
| Actions et autres titres à revenu variable                | 26 477         | 23 389         | 23 389         |
| Immobilisations incorporelles, corporelles et financières | 6 877          | 6 760          | 6 760          |
| Compte de régularisation et actifs divers                 | 2 805          | 11 232         | 3 023          |
| <b>Total de l'actif</b>                                   | <b>401 665</b> | <b>374 739</b> | <b>376 409</b> |

### HORS BILAN

| En milliers d'euros, au 31 décembre              | 2007   | 2006   | 2006 proforma |
|--------------------------------------------------|--------|--------|---------------|
| <b>Engagements donnés de l'activité bancaire</b> |        |        |               |
| Engagements de financement                       |        |        |               |
| Engagements en faveur de la clientèle            | 48 362 | 52 073 | 52 073        |
| Engagements de garantie                          |        |        |               |
| Engagements d'ordre de la clientèle              | 37 867 | 30 040 | 30 040        |
| Engagements sur titres                           | -      | -      | -             |
| Autres engagements                               | -      | 283    | 283           |

# Bilan au 31 décembre 2007 comparé à celui de l'exercice 2006

## PASSIF

| En milliers d'euros, au 31 décembre                      | 2007           | 2006           | 2006 proforma  |
|----------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Opérations interbancaires et assimilées                  |                |                |                |
| Banques centrales, CCP                                   | -              | -              | -              |
| Dettes envers les établissements de crédit               | 1 725          | 3 071          | 3 071          |
| <b>Total des opérations interbancaires et assimilées</b> | <b>1 725</b>   | <b>3 071</b>   | <b>3 071</b>   |
| Opérations avec la clientèle                             | 347 138        | 318 826        | 323 722        |
| Dettes représentées par un titre                         |                |                |                |
| Bons de caisse                                           | 4 412          | 3 891          | 3 891          |
| <b>Total des dettes représentées par un titre</b>        | <b>4 412</b>   | <b>3 891</b>   | <b>3 891</b>   |
| Comptes de régularisation et passifs divers              | 3 246          | 6 478          | 3 252          |
| Provisions pour risques et charges                       | 367            | 710            | 710            |
| Fonds pour risques bancaires généraux                    | 1 000          | 1 000          | 1 000          |
| Capitaux propres                                         |                |                |                |
| Capital souscrit                                         | 15 000         | 15 000         | 15 000         |
| Réserves                                                 | 20 000         | 20 000         | 20 000         |
| Provisions réglementées                                  | 56             | 232            | 232            |
| Report à nouveau                                         | 548            | 696            | 696            |
| Résultat de l'exercice                                   | 5 174          | 4 835          | 4 835          |
| Total des capitaux propres                               | 43 777         | 40 763         | 40 763         |
| <b>Total du passif</b>                                   | <b>401 665</b> | <b>374 739</b> | <b>376 409</b> |

## HORS BILAN

| En milliers d'euros, au 31 décembre             | 2007   | 2006  | 2006 proforma |
|-------------------------------------------------|--------|-------|---------------|
| <b>Engagements reçus de l'activité bancaire</b> |        |       |               |
| Engagements de financement                      | -      | -     | -             |
| Engagements de garantie                         |        |       |               |
| Engagements reçus d'établissements de crédit    | 10 006 | 4 535 | 4 535         |
| Engagements sur titres                          | -      | -     | -             |
| Autres engagements                              | 2 136  | 4 128 | 4 128         |

## Résultats et autres caractéristiques de la société (Art. R225-81, R225-83 et R225-102 du code de commerce)

### NATURE DES INDICATIONS

En euros, au 31 décembre

2003

#### I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE

|                         |            |
|-------------------------|------------|
| Capital social          | 15 000 000 |
| Nombre d'actions émises | 198 317    |

#### II. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE

|                                                                                                    |            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Produit net bancaire                                                                               | 15 599 971 |
| Résultat avant impôt, participation des salariés et dotations<br>aux amortissements et provisions  | 8 117 062  |
| Impôts sur les bénéfices                                                                           | 3 255 055  |
| Résultat après impôts, participation des salariés et dotations<br>aux amortissements et provisions | 4 096 739  |
| Résultat distribué                                                                                 | 1 388 219  |

#### III. RÉSULTATS PAR ACTION

|                                                                                                            |       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Résultat après impôt, participation des salariés,<br>mais avant dotations aux amortissements et provisions | 21,97 |
| Résultat après impôt, participation des salariés et dotations<br>aux amortissements et provisions          | 20,66 |
| Dividende attribué à chaque action                                                                         | 7,00  |

#### IV. PERSONNEL

|                                                                                                                                                   |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice                                                                                           | 119       |
| Montant de la masse salariale de l'exercice                                                                                                       | 3 651 943 |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux<br>de l'exercice (cotisations patronales aux organismes sociaux, oeuvres sociales, ...) | 1 382 285 |
| Sommes versées au titre de la participation au résultat                                                                                           | 503 587   |

# été au cours des cinq derniers exercices

| 2004       | 2005       | 2006       | 2007       |
|------------|------------|------------|------------|
| 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 | 15 000 000 |
| 198 317    | 198 317    | 198 317    | 198 317    |
| 16 648 789 | 17 908 503 | 19 374 389 | 19 847 329 |
| 7 970 041  | 8 612 305  | 9 725 962  | 9 662 537  |
| 3 080 025  | 3 528 348  | 2 821 031  | 2 965 974  |
| 4 250 773  | 4 378 616  | 4 834 615  | 5 173 562  |
| 1 437 798  | 1 457 630  | 1 983 170  | 3 966 340  |
| 22,34      | 22,66      | 33,06      | 31,96      |
| 21,43      | 22,08      | 24,38      | 26,09      |
| 7,25       | 7,35       | 10,00      | 20,00      |
| 116        | 120        | 119        | 121        |
| 3 476 034  | 3 982 315  | 3 987 228  | 4 319 671  |
| 1 413 733  | 1 468 573  | 1 450 438  | 1 580 232  |
| 460 526    | 590 371    | 349 531    | 357 664    |

## Texte des résolutions

### PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu les rapports du Directoire, du Conseil de surveillance et du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2007, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. En conséquence, elle donne aux membres du Directoire quitus de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

### DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que la somme distribuable s'élève à CINQ MILLIONS SEPT CENT VINGT ET UN MILLE CENT QUARANTE QUATRE EUROS CINQUANTE NEUF CENTIMES (5.721.144,59 euros) correspondant au total :

- du solde du bénéfice de l'exercice courant, soit 5.173.561,83 euros,
- et du report à nouveau au titre des exercices antérieurs de 547.582,76 euros.

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide :

- de distribuer aux actionnaires un dividende de 20 euros par action, soit 3.966.340 euros,
- et de reporter à nouveau le solde soit 1.754.804,59 euros.

L'Assemblée Générale constate que le dividende net par part est de 20 euros et est constitutif d'un revenu éligible à la réduction de 40 % conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts à hauteur de 20 euros.

Les actionnaires sont informés que, conformément aux dispositions de l'article 117 quater nouveau du Code général des impôts, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France qui perçoivent des revenus éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158 du Code général des impôts peuvent opter pour leur assujettissement à un prélèvement forfaitaire libératoire de 18 %. Les conditions d'exercice et limites de cette option leur sont exposés.

Les actionnaires sont en outre informés que, conformément aux dispositions de l'article 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, qu'ils soient soumis au prélèvement forfaitaire libératoire ou imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu, seront désormais prélevés à la source.

Le paiement des dividendes sera effectué dans les délais légaux.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents, et l'avoir fiscal correspondant, ont été les suivants :

| EXERCICE CLOS LE | DIVIDENDE NET | AVOIR FISCAL |
|------------------|---------------|--------------|
| 31 décembre 2004 | 7,25          | /            |
| 31 décembre 2005 | 7,35          | /            |
| 31 décembre 2006 | 10,00         | /            |

### TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles L.225-86 et suivants du Code de Commerce et statuant sur ce rapport, approuve successivement chacune des conventions qui y sont mentionnées.

### QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale fixe à 28 000 €, à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2008, le montant global annuel des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de surveillance.

### CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

# Rapport général du Commissaire aux Comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BAM I S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport et faisant ressortir des capitaux propres positifs de K€ 43 777, y compris le bénéfice de l'exercice s'élevant à K€ 5 174,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la Loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note n°2 de l'annexe concernant, notamment :

- 1) Le changement de méthode comptable résultant de l'application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, des dispositions du CRC 2005-01 relatives à la comptabilisation des opérations sur titres modifiant le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire.
- 2) Le changement de présentation résultant du reclassement de titres de la catégorie « titres d'investissements » dans la catégorie « titres de placement ».
- 3) Le changement de méthode résultant de l'application à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2007 de l'avis CNC n°2006.02 relatif à la comptabilisation des comptes et plans d'épargne logement.
- 4) Le changement de méthode résultant de l'appréciation à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2007 des dispositions de l'avis CNC n°2006-16 afférent au caractère douteux des découverts modifiant les CRC n°2002-03 et 2005-03 relatifs au traitement comptable du risque de crédit.
- 5) Le changement de présentation au bilan des opérations de dépôts et de crédits en cours de compensation sur le SIT.

## 2. La justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article 823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

# Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2008

Changements de méthodes comptables et de présentation :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien fondé des changements comptables mentionnés ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.

Nous avons également vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées dans l'annexe et des informations fournies dans les différentes notes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables :

Comme mentionné dans la note n°8 de l'annexe, votre société constitue des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu et testé les dispositifs mis en place par votre société pour identifier et évaluer ces risques, et leur couverture par les dépréciations ou provisions nécessaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de l'opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine, le 6 mai 2008

MOORE STEPHENS SYC  
Commissaire aux comptes

Florence HOUDOT

# A N N E X E S



## 1. PRINCIPALES REGLES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES INDIVIDUELS

Les comptes annuels de la Banque Michel Inchauspé BAMI ont été établis conformément aux dispositions réglementaires comptables applicables aux établissements de crédit, définies aux règlements CRBF n° 91-01 et CRC n° 2000-03 modifié par les règlements CRC 2004-16 et 2005-04.

## 2. CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES ET COMPARABILITE DES COMPTES

Plusieurs changements de méthodes comptables ont été opérés en 2007 dans les comptes de la BAMI consécutivement à l'adoption de nouveaux règlements par le Comité de la réglementation comptable :

- La BAMI a appliqué à compter du 1er janvier 2007 le règlement CRC n°2005-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres modifiant le règlement n°90-01 du Comité de la réglementation bancaire.

En raison du caractère non significatif de l'impact lié à l'application de ce règlement, aucune modification n'a été apportée ni aux capitaux propres d'ouverture, ni au résultat 2007.

En revanche, nous avons procédé le 19 décembre 2007 conformément aux recommandations de la commission bancaire au reclassement de nos bons du Trésor américain US BONDS de la catégorie Titres d'investissements vers la catégorie Titres de placement, en raison du défaut de ressources affectées et de l'absence de couverture de risque de taux attachés à ces titres. Le reclassement a été effectué sur la base de la valeur nette comptable des titres de placement à ce moment donné. L'impact de ce reclassement est présenté dans les tableaux annexes.

- La BAMI a appliqué à compter du 1er janvier 2007 les dispositions de l'Avis CNC n°2006-02 relatif à la comptabilisation des comptes et plans d'épargne-logement dans les établissements habilités à recevoir des dépôts d'épargne-logement et à consentir des prêts d'épargne-logement.

En raison du caractère non significatif de l'impact lié à l'application des dispositions de cet avis, aucune modification n'a été apportée ni aux capitaux propres d'ouverture, ni au résultat 2007.

- A défaut d'émettre des prêts à taux zéro, la BAMI n'est pas concernée par l'Avis n°2007-B du Comité d'urgence du CNC relatif à la comptabilisation du crédit d'impôt pour les prêts à taux zéro.

- La BAMI a appliqué à compter du 1er janvier 2007 les dispositions de l'Avis CNC n°2006-16 afférent au caractère douteux des découverts modifiant l'article 3 bis du règlement CRC n°2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par le règlement CRC n°2005-03.

L'application de cet avis ne modifie pas les traitements comptables existants et n'a donc pas d'incidence sur le résultat et les capitaux propres.

D'autre part, il est à noter la mise en œuvre au 31 décembre 2007 d'un changement de présentation au bilan des opérations de dépôt et de crédit en cours de compensation sur le SIT à cette même date.

Jusqu'à présent pour partie comprises dans la rubrique Compte de régularisation (à l'actif ou au passif) et pour le reste parmi les créances ou les dettes sur les établissements de crédit ou sur la clientèle, les soldes de ces opérations sont dorénavant présentés dans leur totalité, à compter du 31 décembre 2007, parmi les créances ou les dettes sur les établissements de crédit ou sur la clientèle. Le Compte de régularisation (à l'actif ou au passif) ne comprend donc plus cette nature d'opérations. L'impact de ce reclassement est présenté dans les tableaux annexes.

Conformément à la réglementation, les principales méthodes comptables et les informations significatives permettant d'avoir une juste appréciation du patrimoine et de la situation financière de l'établissement sont présentées dans l'annexe aux comptes annuels individuels.

## 3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant

## 4. INDEPENDANCE DES EXERCICES

Les opérations sont comptabilisées en respectant le principe de séparation des exercices : les intérêts, commissions assimilées, et revenus des obligations sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis ; les autres commissions ainsi que les revenus des actions sont enregistrés lors de leur encaissement ou de leur paiement.

## 5. CONVERSION DES ACTIFS ET PASSIFS LIBELLES EN DEVISES

Conformément au règlement CRBF n° 89-01, les éléments d'actif et passif libellés en devises sont évalués au cours de clôture au comptant de la devise concernée. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont portés dans le compte de résultat.

## 6. PORTEFEUILLE TITRES

Les opérations sur titres de transaction, de placement et d'investissement sont comptabilisées conformément au règlement CRBF n°90-01 modifié par le règlement CRC n°2005-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres.

### Titres de transaction

Ce sont les titres qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Ces titres sont négociables sur un marché liquide avec des prix de marché accessibles aux tiers. A la clôture, ces titres sont évalués au prix du marché du jour le plus récent ; les variations qui en résultent

sont portées dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2007, la BAMl ne détient aucun titre de cette nature.

## Titres de placement

Ce sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissements, ni parmi les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

### Actions et autres titres à revenu variable

Ces titres sont inscrits à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. A la clôture de l'exercice, ils sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition et de leur valeur probable de négociation. Dans le cas de titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du dernier cours de bourse du mois de décembre. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et les moins-values latentes. Les moins-values latentes sont constatées par voie de dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les revenus attachés aux actions classées en titres de placement (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

### Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition. A la date de clôture de l'exercice, les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Les différences éventuelles entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont étalées sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement est effectué selon un mode linéaire, l'application de la méthode actuarielle n'ayant pas d'impact significatif ni sur les capitaux propres d'ouverture, ni sur le résultat.

A la clôture de l'exercice, les titres non cotés sont estimés au plus bas de leur prix d'acquisition et de leur valeur probable de négociation ; les titres cotés sont évalués au dernier cours de bourse du mois de décembre. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et les moins-values latentes. Les moins-values latentes sont constatées par voie de dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

## Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à l'échéance et pour lesquels la BAMl en a la capacité, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire et en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur date d'acquisition selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement. Il en est de même pour ce qui concerne l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que pour les intérêts courus attachés à ces derniers.

Au 31 décembre 2007, la BAMl ne détient aucun titre de cette nature, la seule ligne de titres d'investissement détenus jusqu'en

2007 ayant fait l'objet d'un reclassement.

Il s'en suit que la BAMl n'est plus autorisée, pendant les deux exercices à venir, à classer en titres d'investissement ni des titres antérieurement acquis, ni les titres à acquérir.

## 7. TITRES DE PARTICIPATION, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES et AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME

Il s'agit d'une part des Titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la BAMl parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle.

Il s'agit d'autre part des Autres titres détenus à long terme, acquis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence sur elle en raison du faible pourcentage de droits de vote détenus.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition. Les revenus attachés à ces titres (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

A la clôture de l'exercice, ils font individuellement l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de l'utilité de ces entreprises pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels).

## 8. CREANCES SUR LA CLIENTELE

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Ces créances sont enregistrées au bilan à leur valeur nominale nette des provisions constituées sur risque de crédit.

Le suivi des créances s'appuie sur un système de notation interne des risques de crédit qui se décompose en :

- une cote d'appréciation d'ensemble :
    - A : clients sains dont la situation est très bonne
    - B : clients sains dont la situation est acceptable
    - C : clients sains dont la situation est fragile ou incertaine
    - D : clients sains dont la situation est tendue, incertaine, compromise
    - E : clients douteux
    - F : clients douteux en redressement ou liquidation judiciaire
  - une cote de paiement :
    - 1 : paiements réguliers et sans problème
    - 2 : paiements sans rejets mais dont les échéances ne sont pas honorées
    - 3 : paiements irréguliers
    - 4 : incidents de paiement
- Octroyée par les agences, cette cotation fait toutefois l'objet d'une révision au minimum annuelle par la Direction des engagements.

Conformément au règlement CRC 2002-03, les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Le déclassement en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits immobiliers et neuf mois pour les créances sur les collectivités locales).

Par application du principe de contagion, la classification en douteux d'une créance entraîne celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur.

Au sein de l'encours douteux, les créances douteuses compromises sont celles dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Sont en particulier identifiées comme telles les créances déchues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé (par exemple, celles pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées ou celles assorties de garanties permettant leur recouvrement).

L'établissement de crédit sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte, au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints ; les dépréciations antérieurement constituées font alors l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de défaillance.

Les créances qui sont restructurées (hors restructurations commerciales) à des conditions hors marché sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Elles font l'objet d'une décote représentative de la valeur actuelle de l'écart d'intérêt futur.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent les pertes prévisionnelles, calculées en valeur actualisée par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels. Le risque est apprécié créance par créance en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques, les garanties appelées ou susceptibles de l'être sous déduction des coûts liés à leur réalisation, l'état des procédures en cours.

Par ailleurs, le montant des dépréciations ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les en-cours douteux et non encaissés.

Les provisions concernant les engagements par signature et les litiges avec la clientèle sont inscrites au passif du bilan en « provisions pour risques et charges ».

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations et provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties, l'effet de l'actualisation des flux futurs sur les pertes prévisionnelles sont regroupés dans la rubrique « Coût du risque ». Il en est de même pour les reprises de dépréciation des créances douteuses et douteuses compromises liés au passage du temps.

## 9. IMMOBILISATIONS

Les immobilisations figurent à l'actif du bilan pour leur coût historique, diminué des amortissements cumulés.

Les immobilisations corporelles et incorporelles incluent des actifs corporels et incorporels acquis séparément. Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilité propre. La banque amortit ses immobilisations en appliquant des taux d'amortissement calculés suivant le mode linéaire ou dégressif appliqués à la durée d'utilité estimée. Il est constaté des amortissements dérogatoires pour la partie des amortissements qui excèdent l'amortissement économique.

| Actifs concernés                     | Méthode d'amortissement | Durée          |
|--------------------------------------|-------------------------|----------------|
| •Bâtiments : gros œuvre              | L                       | de 30 à 40 ans |
| •Bâtiments : second œuvre            | L                       | de 20 à 50 ans |
| •Bâtiments : équipements techniques  | L                       | de 15 à 20 ans |
| •Bâtiments : finitions               | L                       | de 8 à 10 ans  |
| •Mobiliers                           | L                       | de 5 à 10 ans  |
| •Matériels de bureau et informatique | L / D                   | de 3 à 5 ans   |
| •Matériels de transport              | L                       | 5 ans          |
| •Logiciels                           | L                       | de 1 à 5 ans   |
| •Terrains                            | N/A                     | N/A            |
| •Droits au bail, fonds de commerce   | N/A                     | N/A            |

La banque détermine à la clôture de chaque exercice, s'il existe des indices de pertes notables de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles. S'il existe un quelconque indice, un test de perte de valeur est effectué afin d'évaluer si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de vente diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (l'évaluation de la valeur d'utilité d'un actif s'effectuant généralement par actualisation des flux de trésorerie futurs générés par cet actif).

Lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée au compte de résultat. Lorsque la valeur actuelle redevient supérieure à sa valeur comptable, la dépréciation antérieurement constatée est reprise au compte de résultat.

## 10. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste recouvre les provisions :

- pour risques de contrepartie,
- pour risques de change,
- pour litiges.

Ces provisions, nettement précisées quant à leur objet mais dont la réalisation et le montant sont incertains, résultent d'évènements survenus ou en cours à la date de clôture de l'exercice.

### 11. ENGAGEMENTS SUR LES CONTRATS D'EPARGNE LOGEMENT

Les comptes et les plans d'épargne-logement proposés à la clientèle de particuliers (personnes physiques) dans le cadre de la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965 associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces

ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant réglementairement conditionnée, et dès lors indissociable, de la phase de collecte. Les dépôts ainsi collectés et les prêts accordés sont enregistrés au coût amorti.

Ces instruments génèrent pour la BAMl des engagements de deux natures : une obligation de prêter au client dans le futur à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat et une obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée.

Les engagements aux conséquences défavorables pour la BAMl font l'objet de provisions présentées au passif du bilan et dont les variations sont enregistrées en Produit net bancaire au sein de la marge d'intérêt. Ces provisions ne sont relatives qu'aux seuls engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement existants à la date de calcul de la provision.

Les provisions sont calculées sur chaque génération de plans d'épargne-logement d'une part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes de plans d'épargne-logement, et sur l'ensemble des comptes d'épargne-logement qui constitue une seule et même génération d'autre part.

Sur la phase d'épargne, les engagements provisionnables sont évalués à partir des estimations de progression des dépôts sur comptes PEL & CEL, au détriment des dépôts sur autres supports d'épargne. Nos estimations sont fondées sur les observations historiques des comportements effectifs des clients d'une part, sur les prévisions d'évolution des taux d'intérêt dans les années à venir d'autre part.

Sur la phase crédit, les engagements provisionnables sont évalués à partir des estimations de progression des crédits PEL & CEL. Nos estimations sont fondées sur les observations historiques des comportements effectifs des clients d'une part, sur les prévisions d'évolution des taux d'intérêt dans les années à venir d'autre part, et enfin sur le niveau des droits à prêts acquis par les clients au 31 décembre 2007.

Une provision est constituée dès lors que les résultats futurs prévisionnels actualisés sont significativement négatifs pour une génération donnée. Ces résultats sont mesurés par référence aux taux offerts à la clientèle particulière pour des instruments d'épargne et de financement équivalents, en cohérence avec la durée de vie estimée des encours et leur date de mise en place.

## 12. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la banque conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF et par l'instruction n°86-05 modifiée de la Commission bancaire.

## 13. PLUS ET MOINS-VALUES DE CESSION SUR IMMOBILISATIONS ET TITRES

Les plus ou moins-values de cession sur immobilisations et titres sont inscrites au poste « Gains ou pertes sur actifs immobilisés », à l'exception de celles générées lors de cessions de valeurs mobilières de placement qui figurent dans « Produits ou pertes nets sur

opérations financières » du résultat courant.

## 14. PARTICIPATION DES SALARIES

La participation des salariés au résultat de l'entreprise est comptabilisée et s'élève à 358 k€ en 2007 (contre 350 k€ en 2006).

## 15. IMPOT SUR LES SOCIETES

Au cours de l'exercice 2007, la BAMl a été assujettie à la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Au titre de l'exercice 2007, l'impôt au taux normal s'est élevé à 2.734.628 €, la contribution sociale à 65.494 €.

# Opérations interbancaires et assimilés

| En milliers d'euros, au 31 décembre                      | 2007          |               | 2006          | 2006 proforma |
|----------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                                                          | Montant brut  | Montant net   | Montant net   | Montant net   |
| Caisse, banques centrales, CCP                           | 8 835         | 8 835         | 7 028         | 7 028         |
| Créances sur les établissements de crédit                |               |               |               |               |
| Comptes ordinaires                                       | 19 527        | 19 527        | 68 038        | 69 709        |
| Comptes et prêts à terme                                 | 64 871        | 64 871        | 412           | 412           |
| Total des créances sur les établissements de crédit      | 84 398        | 84 398        | 68 451        | 70 121        |
| <b>Total des opérations interbancaires et assimilées</b> | <b>93 233</b> | <b>93 233</b> | <b>75 479</b> | <b>77 149</b> |
| Dont créances rattachées                                 | 410           | 410           | 2             | 2             |

# Opérations avec la clientèle

| En milliers d'euros, au 31 décembre      | Montant brut | 2007       |             | 2006        | 2006 proforma |
|------------------------------------------|--------------|------------|-------------|-------------|---------------|
|                                          |              | Provisions | Montant net | Montant net | Montant net   |
| Créances sur la clientèle                |              |            |             |             |               |
| Créances commerciales                    | 8 968        | -          | 8 968       | 12 637      | 12 637        |
| Comptes ordinaires débiteurs             | 13 997       | -          | 13 997      | 16 006      | 16 006        |
| Autres concours à la clientèle           |              |            |             |             |               |
| Crédits de trésorerie                    | 22 432       | -          | 22 432      | 21 463      | 21 463        |
| Crédits à l'habitat                      | 61 291       | -          | 61 291      | 56 351      | 56 351        |
| Crédits à l'équipement                   | 106 470      | -          | 106 470     | 102 788     | 102 788       |
| Crédits à l'exportation                  | 1 845        | -          | 1 845       | 2 227       | 2 227         |
| Autres crédits à la clientèle            | 9 103        | -          | 9 103       | 5 664       | 5 482         |
| Total des autres concours à la clientèle | 201 141      | -          | 201 141     | 188 494     | 188 312       |
| Valeurs non imputées                     | 8 375        | -          | 8 375       | -           | 8 390         |
| Créances douteuses                       | 8 174        | 4 157      | 4 017       | 4 417       | 4 417         |
| Créances rattachées sur la clientèle     | 551          | -          | 551         | 729         | 729           |
| Total des créances sur la clientèle      | 241 207      | 4 157      | 237 049     | 222 284     | 230 492       |
| Total des opérations avec la clientèle   | 241 207      | 4 157      | 237 049     | 222 284     | 230 492       |
| Dont créances rattachées                 | 551          | -          | 551         | 729         | 729           |

## Risques sur crédits à la clientèle

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                                | 2007    | 2006    | 2006 proforma |
|------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|---------------|
| Engagements globaux bruts                                                          |         |         |               |
| Engagements sains                                                                  | 233 032 | 217 867 | 226 076       |
| Engagements douteux                                                                | 3 310   | 2 073   | 2 073         |
| Engagements douteux compromis                                                      | 4 864   | 5 472   | 5 472         |
| Total des engagements globaux bruts                                                | 241 207 | 225 412 | 233 621       |
| Dépréciations                                                                      | 4 157   | 3 128   | 3 128         |
| Engagements nets                                                                   | 237 049 | 222 284 | 230 492       |
| Taux de couverture des engagements douteux et douteux compromis                    | 50,86%  | 41,46%  | 41,46%        |
| Poids des engagements bruts douteux et douteux compromis sur l'encours brut global | 3,39%   | 3,35%   | 3,23%         |

## Ventilation des encours par catégories de contreparties

| En milliers d'euros, au 31 décembre 2007 | Sociétés       | Entreprises Individuelles | Particuliers  | Adm. privées/pub | Non-résidents | Totaux         | %catégories /encours |
|------------------------------------------|----------------|---------------------------|---------------|------------------|---------------|----------------|----------------------|
| Catégories de risques                    |                |                           |               |                  |               |                |                      |
| Escompte commercial, daily               | 8 480          | 282                       | -             | -                | 207           | 8 968          | 4,0%                 |
| Crédits de trésorerie                    | 6 044          | 727                       | 15 178        | 4                | 478           | 22 432         | 10,0%                |
| Crédits à l'habitat                      | 17 142         | 306                       | 39 493        | -                | 4 350         | 61 291         | 27,3%                |
| Crédits à l'équipement                   | 99 234         | 6 738                     | -             | 105              | 393           | 106 470        | 47,5%                |
| Crédits à l'exportation                  | 1 845          | -                         | -             | -                | -             | 1 845          | 0,8%                 |
| Autres crédits à la clientèle            | 1 925          | 813                       | 6 366         | -                | -             | 9 103          | 4,1%                 |
| Comptes ordinaires débiteurs             | 9 923          | 1 126                     | 1 484         | 1                | 1 464         | 13 997         | 6,2%                 |
| <b>Total</b>                             | <b>144 593</b> | <b>9 992</b>              | <b>62 520</b> | <b>110</b>       | <b>6 892</b>  | <b>224 107</b> | <b>100,0%</b>        |

# Ventilation des encours douteux par catégories de contreparties

| En milliers d'euros,<br>au 31 décembre 2007 | Résidents<br>Encours brut | Non-résidents<br>Encours brut | Dépréciations | Encours net  | %provisions<br>/catégories |
|---------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------|---------------|--------------|----------------------------|
| Catégories de contreparties                 |                           |                               |               |              |                            |
| Sociétés                                    | 1 594                     | -                             | 288           | 1 306        | 18,1%                      |
| Entrepreneurs individuels                   | 46                        | -                             | 14            | 32           | 30,4%                      |
| Particuliers                                | 1 670                     | -                             | 387           | 1 283        | 23,1%                      |
| Administrations privées                     | -                         | -                             | -             | -            |                            |
| <b>Total</b>                                | <b>3 310</b>              | <b>-</b>                      | <b>689</b>    | <b>2 621</b> | <b>20,8%</b>               |

# Ventilation des encours douteux compromis par catégories de contreparties

| En milliers d'euros,<br>au 31 décembre 2007 | Résidents<br>Encours brut | Non-résidents<br>Encours brut | Dépréciations | Encours net  | %provisions<br>/catégories |
|---------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------|---------------|--------------|----------------------------|
| Catégories de contreparties                 |                           |                               |               |              |                            |
| Sociétés                                    | 3 180                     | 293                           | 2 796         | 677          | 80,5%                      |
| Entrepreneurs individuels                   | 1 120                     | -                             | 475           | 645          | 42,4%                      |
| Particuliers                                | 271                       | -                             | 197           | 74           | 72,8%                      |
| Administrations privées                     | -                         | -                             | -             | -            |                            |
| <b>Total</b>                                | <b>4 571</b>              | <b>293</b>                    | <b>3 469</b>  | <b>1 396</b> | <b>71,3%</b>               |

# Dépréciations des créances douteuses

| En milliers d'euros,<br>au 31 décembre                                                                                                                                                                                                                                            | 2007         | 2006         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>Solde au 1er janvier</b>                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>3 444</b> | <b>1 914</b> |
| Impact de la mise en application en 2006<br>du règlement CRC 2002-03 sur l'exercice antérieur                                                                                                                                                                                     | -            | 707          |
| Dotation aux dépréciations de l'exercice (1)                                                                                                                                                                                                                                      | 1 857        | 1 453        |
| Reprise de dépréciations (2)                                                                                                                                                                                                                                                      | (954)        | (630)        |
| <b>Solde au 31 décembre</b>                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>4 347</b> | <b>3 444</b> |
| (1) : dont dotation 2007 aux dépréciations pour actualisation des flux prévisionnels recouvrables = 133 k€                                                                                                                                                                        |              |              |
| (2) : dont reprise 2007 sur dépréciations pour actualisation des flux prévisionnels recouvrables = 356 k€ ;<br>au sein de cette reprise globale de 356 k€, 94 k€ sont liés à l'écoulement du temps<br>(rapprochement de l'échéance prévisionnelle de recouvrement de la créance). |              |              |
| Les dépréciations ont été constituées au titre des opérations suivantes :                                                                                                                                                                                                         |              |              |
| Dépréciations déduites de l'actif :                                                                                                                                                                                                                                               |              |              |
| Relatives aux opérations avec les établissements de crédit                                                                                                                                                                                                                        |              |              |
| Relatives aux opérations avec la clientèle                                                                                                                                                                                                                                        | 4 157        | 3 128        |
| Relatives aux titres                                                                                                                                                                                                                                                              |              |              |
| Total des dépréciations déduites de l'actif                                                                                                                                                                                                                                       | 4 157        | 3 128        |
| Dépréciations inscrites au passif :                                                                                                                                                                                                                                               |              |              |
| Relatives aux engagements par signature                                                                                                                                                                                                                                           | 60           | 14           |
| Relatives aux créances risquées et assimilées                                                                                                                                                                                                                                     | 130          | 302          |
| Total des provisions inscrites au passif                                                                                                                                                                                                                                          | 190          | 316          |
| <b>Total des dépréciations &amp; prov. pour créances douteuses</b>                                                                                                                                                                                                                | <b>4 347</b> | <b>3 444</b> |

Les dépréciations des créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques.

# Opérations sur titres de transaction, de placement et assimilés, et d'investissement

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                                   | Valeur brute  | 2007<br>Provisions | Valeur nette<br>comptable | 2006<br>Valeur nette<br>comptable | 2006 proforma<br>Valeur nette<br>comptable |
|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------------|---------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------------|
| <b>Titres de transaction</b>                                                          |               |                    |                           |                                   |                                            |
| Effets publics et valeurs assimilées                                                  |               |                    |                           |                                   |                                            |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                                            |               |                    |                           |                                   |                                            |
| Actions et autres titres à revenu variable                                            |               |                    |                           |                                   |                                            |
| Actions propres détenues par le groupe                                                |               |                    |                           |                                   |                                            |
| <b>Total des titres de transaction</b>                                                | -             | -                  | -                         | -                                 | -                                          |
| Dont créances rattachées                                                              |               |                    |                           |                                   |                                            |
| Dont actions et obligations non cotées                                                |               |                    |                           |                                   |                                            |
| <b>Titres de placement et assimilés</b>                                               |               |                    |                           |                                   |                                            |
| Effets publics et valeurs assimilées                                                  |               |                    |                           |                                   |                                            |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                                            | 35 224        |                    | 35 224                    | 29 514                            | 35 596                                     |
| Actions, autres titres à revenu variable et titres de l'activité de portefeuille      | 26 478        | 1                  | 26 477                    | 23 389                            | 23 389                                     |
| Actions propres                                                                       |               |                    |                           |                                   |                                            |
| <b>Total des titres de placement et assimilés</b>                                     | <b>61 702</b> | <b>1</b>           | <b>61 702</b>             | <b>52 903</b>                     | <b>58 985</b>                              |
| Dont créances rattachées                                                              | 319           |                    | 319                       | 220                               | 331                                        |
| Dont actions et obligations non cotées                                                | -             | -                  | -                         | 60                                | 60                                         |
| <b>Titres d'investissement</b>                                                        |               |                    |                           |                                   |                                            |
| Effets publics et valeurs assimilées                                                  |               |                    |                           |                                   |                                            |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                                            | -             |                    | -                         | 6 083                             | -                                          |
| <b>Total des titres d'investissement</b>                                              | <b>-</b>      | <b>-</b>           | <b>-</b>                  | <b>6 083</b>                      | <b>-</b>                                   |
| Dont créances rattachées                                                              | -             | -                  | -                         | 110                               | -                                          |
| Dont obligations non cotées                                                           | -             | -                  | -                         | -                                 | -                                          |
| <b>Total des titres de transaction, de placement et assimilés et d'investissement</b> | <b>61 702</b> | <b>1</b>           | <b>61 701</b>             | <b>58 985</b>                     | <b>58 985</b>                              |
| Dont créances rattachées                                                              | 319           |                    | 319                       | 331                               | 331                                        |
| Dont effets publics et valeurs assimilées                                             | -             |                    | -                         | -                                 | -                                          |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                                            | 35 224        |                    | 35 224                    | 35 596                            | 35 596                                     |
| Dont obligations non cotées                                                           | -             |                    | -                         | -                                 | -                                          |
| Actions et autres titres à revenu variable                                            | 26 478        | 1                  | 26 477                    | 23 389                            | 23 389                                     |
| Dont actions non cotées                                                               | -             | -                  | -                         | 60                                | 60                                         |

Le montant des différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement (écart résiduel) s'élève :

- pour les titres de placement : - 529 k€ en 2007 (contre - 808 k€ en 2006)

La part des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 35 224 k€ au 31/12/07 (35 596 k€ au 31/12/06)

## Ventilation des obligations par durée résiduelle

| En milliers d'euros, au 31 décembre | 2007          | 2006          |
|-------------------------------------|---------------|---------------|
| Moins de 3 mois                     | 99            | 110           |
| De 3 mois à 1 an                    | 220           | 220           |
| De 1 an à 5 ans                     | 34 905        | 29 294        |
| Plus de 5 ans                       | -             | 5 972         |
| <b>Total</b>                        | <b>35 224</b> | <b>35 596</b> |

## Immobilisations incorporelles et corporelles

| En milliers d'euros, au 31 décembre                           | 2007          |                                  | 2006         |              |
|---------------------------------------------------------------|---------------|----------------------------------|--------------|--------------|
|                                                               | Montant brut  | amortissements et provisions (1) | Montant net  | Montant net  |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>                          |               |                                  |              |              |
| Progiciels informatiques                                      | 228           | 62                               | 166          | 30           |
| Droit au bail                                                 | 299           | -                                | 299          | 299          |
| Fonds de commerce                                             | 126           | -                                | 126          | 126          |
| <b>Total des immobilisations incorporelles</b>                | <b>652</b>    | <b>62</b>                        | <b>590</b>   | <b>455</b>   |
| <b>Immobilisations corporelles</b>                            |               |                                  |              |              |
| Immobilisations en cours                                      | 63            | -                                | 63           | -            |
| Terrains et constructions                                     | 1 328         | 399                              | 929          | 953          |
| Immeubles en location simple                                  | -             | -                                | -            | -            |
| Équipement, mobilier, installations                           | 9 344         | 5 601                            | 3 743        | 3 831        |
| Autres immobilisations                                        | 518           | 272                              | 246          | 261          |
| <b>Total des immobilisations corporelles</b>                  | <b>11 253</b> | <b>6 272</b>                     | <b>4 981</b> | <b>5 045</b> |
| <b>Total des immobilisations corporelles et incorporelles</b> | <b>11 905</b> | <b>6 334</b>                     | <b>5 571</b> | <b>5 500</b> |

(1) La dotation aux amortissements de l'exercice 2007 s'élève à 655.816 euros contre 554.494 euros en 2006. S'ajoute en 2007 une dotation nette aux provisions réglementées de 23.732 euros constituée au titre des amortissements dérogatoires (32.092 euros en 2006).

| En milliers d'euros                  | 31/12/2006    | Acquisitions | Sorties    | 31/12/2007    |
|--------------------------------------|---------------|--------------|------------|---------------|
| Progiciels informatiques             | 79            | 148          | -          | 228           |
| Autres immobilisations incorporelles | 425           | -            | -          | 425           |
| Immobilisations en cours             | -             | 63           | -          | 63            |
| Terrains et constructions            | 1 323         | 5            | -          | 1 328         |
| Immeubles en location simple         | -             | -            | -          | -             |
| Équipement, mobilier, installations  | 8 912         | 459          | 27         | 9 344         |
| Autres immobilisations               | 520           | 106          | 108        | 518           |
| <b>Valeur brute</b>                  | <b>11 259</b> | <b>781</b>   | <b>135</b> | <b>11 905</b> |

| En milliers d'euros           | 31/12/2006   | Augmentation | Diminution | 31/12/2007   |
|-------------------------------|--------------|--------------|------------|--------------|
| Amortissements cumulés        | 5 759        | 656          | 81         | 6 334        |
| <b>Amortissements cumulés</b> | <b>5 759</b> | <b>656</b>   | <b>81</b>  | <b>6 334</b> |

# Participations, parts dans les entreprises liées

| En milliers d'euros                                 | Valeur brute<br>31/12/2007 | Valeur nette<br>31/12/2007 | Valeur nette<br>31/12/2006 | Valeur nette<br>31/12/2006 proforma |
|-----------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|-------------------------------------|
| Autres titres détenus à long terme                  | 51                         | 45                         | 10                         | 45                                  |
| <b>Total des autres titres détenus à long terme</b> | <b>51</b>                  | <b>45</b>                  | <b>10</b>                  | <b>45</b>                           |

Reclassement courant 2007 en Autres titres détenus à long terme de titres jusqu'alors appréhendés parmi les Titres de placement.

| En euros                                                      | Valeur brute<br>31/12/2007 | Valeur nette<br>31/12/2007 | Valeur nette<br>31/12/2006 | Quote-part du<br>capital détenu | Capital |
|---------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------|---------|
| <b>Titres de participation</b>                                |                            |                            |                            |                                 |         |
| SCI URGAIN<br>Giratoire de Maignon - 64100 BAYONNE            | 9 900                      | 9 900                      | 9 900                      | 99,00%                          | 10 000  |
| SCI IPARTOKI<br>13 place Floquet - 64220 ST JEAN PIED DE PORT | 100                        | 100                        | 100                        | 1,00%                           | 10 000  |
| SCI MARCADAL<br>11 place Floquet - 64220 ST JEAN PIED DE PORT | 15                         | 15                         | 15                         | 2,00%                           | 762     |
| <b>Créances rattachées à des participations</b>               |                            |                            |                            |                                 |         |
| Avances aux filiales (1)                                      | 1 250 000                  | 1 250 000                  | 1 250 000                  |                                 |         |
| <b>Total des participations et créances rattachées</b>        | <b>1 260 015</b>           | <b>1 260 015</b>           | <b>1 260 015</b>           |                                 |         |

| En milliers d'euros,<br>au 31 décembre                        | Capitaux propres<br>hors résultat | CA HT<br>2007 | Résultat<br>2007 | Dividendes<br>encaissés en 2007 | Cautions et<br>avals donnés |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------|------------------|---------------------------------|-----------------------------|
| <b>Filiales</b>                                               |                                   |               |                  |                                 |                             |
| SCI URGAIN<br>Giratoire de Maignon - 64100 BAYONNE            | (18)                              | -             | (36)             | -                               | -                           |
| SCI IPARTOKI<br>13 place Floquet - 64220 ST JEAN PIED DE PORT | 52                                | 34            | 24               | -                               | -                           |
| SCI MARCADAL<br>11 place Floquet - 64220 ST JEAN PIED DE PORT | 45                                | 18            | 15               | 1                               | -                           |

(1) : Cette avance est à moins d'un an

# Opérations avec les entreprises liées

| Sociétés (en milliers d'euros) | Clients ou débiteurs divers | Compte courant actif | Fournisseurs ou dettes diverses | Dépôts clientèle | Compte courant passif |
|--------------------------------|-----------------------------|----------------------|---------------------------------|------------------|-----------------------|
| SCA BAKIA                      | -                           | -                    | -                               | 46               | -                     |
| SARL BAM SERVICES              | -                           | -                    | 126                             | 162              | -                     |
| SCI IPARTOKI                   | -                           | -                    | -                               | 28               | -                     |
| SCI MARCADAL                   | -                           | -                    | -                               | 20               | -                     |
| SCI URGAIN                     | -                           | 1 250                | -                               | 22               | -                     |
| <b>Total</b>                   | <b>-</b>                    | <b>1 250</b>         | <b>126</b>                      | <b>278</b>       | <b>-</b>              |

| Sociétés (en milliers d'euros) | Produits d'exploitation | Charges d'exploitation | Produits financiers | Charges financières | Dividendes versés |
|--------------------------------|-------------------------|------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| SCA BAKIA                      | 1                       | 3                      | -                   | -                   | 1 542             |
| SARL BAM SERVICES              | -                       | 280                    | -                   | -                   | -                 |
| SCI IPARTOKI                   | -                       | 34                     | -                   | -                   | -                 |
| SCI MARCADAL                   | -                       | 18                     | 1                   | -                   | -                 |
| SCI URGAIN                     | -                       | -                      | -                   | -                   | -                 |
| <b>Total</b>                   | <b>1</b>                | <b>335</b>             | <b>1</b>            | <b>-</b>            | <b>1 542</b>      |

# Comptes de régularisation et autres actifs

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                             | 2007         | 2006          | 2006 proforma |
|---------------------------------------------------------------------------------|--------------|---------------|---------------|
| <b>Comptes de régularisation - actif</b>                                        |              |               |               |
| Compte d'encaissement                                                           | -            | 8 067         | -             |
| Compte d'ajustement devises débiteurs                                           | 137          | 154           | 154           |
| Produits à recevoir                                                             | 871          | 507           | 507           |
| Charges constatées d'avance                                                     | 115          | 114           | 114           |
| <b>Total des comptes de régularisation - actif</b>                              | <b>1 122</b> | <b>8 842</b>  | <b>775</b>    |
| <b>Autres actifs</b>                                                            |              |               |               |
| Titres de développement industriel relevant de la gestion collective des Codevi | 762          | 473           | 473           |
| Créance d'impôt sur les bénéfices                                               | 27           | 994           | 994           |
| Actifs divers                                                                   | 894          | 923           | 781           |
| <b>Total des autres actifs</b>                                                  | <b>1 683</b> | <b>2389</b>   | <b>2 248</b>  |
| Dont créances rattachées                                                        | 32           | -             | -             |
| <b>Total des comptes de régularisation et autres actifs</b>                     | <b>2 805</b> | <b>11 232</b> | <b>3 023</b>  |

# Comptes créditeurs interbancaires et titres émis sur les marchés interbancaires

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                         | 2007         | 2006         |
|-----------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>Comptes créditeurs interbancaires et assimilés</b>                       |              |              |
| Comptes ordinaires                                                          | 0            | 1            |
| Comptes et emprunts                                                         | 127          | 130          |
| Opérations de pension                                                       |              |              |
| Titres donnés en pension livrée                                             | -            | -            |
| Autres valeurs données en pension ou vendues ferme                          | -            | -            |
| Total des opérations de pension                                             | -            | -            |
| Autres sommes dues                                                          | 1 598        | 2 940        |
| <b>Total des comptes créditeurs interbancaires et assimilés</b>             | <b>1 725</b> | <b>3 071</b> |
| <b>Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre</b> |              |              |
| Titres du marché interbancaire                                              | -            | -            |
| <b>Total des opérations interbancaires et assimilées créditrices</b>        | <b>1 725</b> | <b>3 071</b> |
| Dont dettes rattachées                                                      | -            | -            |

# Comptes créditeurs de la clientèle, bons de caisse et créances négociables

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                   | 2007           | 2006           | 2006 proforma  |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>                             |                |                |                |
| Comptes ordinaires                                                    | 179 458        | 167 387        | 172 283        |
| Comptes à terme                                                       | 109 979        | 89 325         | 89 325         |
| Comptes d'épargne à régime spécial                                    | 57 701         | 62 114         | 62 114         |
| Opérations de pension                                                 |                |                |                |
| Titres donnés en pension livrée                                       |                |                |                |
| Autres valeurs données en pension ou vendues ferme                    |                |                |                |
| <b>Total des comptes créditeurs de la clientèle</b>                   | <b>347 138</b> | <b>318 826</b> | <b>323 722</b> |
| <b>Dettes envers la clientèle représentées par un titre</b>           |                |                |                |
| Titres de créances négociables                                        |                |                |                |
| Bons de caisse                                                        | 4 412          | 3 891          | 3 891          |
| <b>Total des dettes envers la clientèle représentées par un titre</b> | <b>4 412</b>   | <b>3 891</b>   | <b>3 891</b>   |
| <b>Total des dépôts de la clientèle</b>                               | <b>351 551</b> | <b>322 717</b> | <b>327 613</b> |
| Dont dettes rattachées                                                | 298            | 255            | 255            |

Les comptes d'épargne à régime spécial à vue s'élèvent à 44.855.412 euros au 31 décembre 2007 (46.208.675 euros au 31 décembre 2006) ; le montant des autres comptes créditeurs à vue de la clientèle est de 179.457.789 euros au 31 décembre 2007 (172.283.318 euros au 31 décembre 2006).

# Comptes de régularisation et autres passifs

| En milliers d'euros, au 31 décembre                          | 2007         | 2006         | 2006 proforma |
|--------------------------------------------------------------|--------------|--------------|---------------|
| <b>Comptes de régularisation - passif</b>                    |              |              |               |
| Charges à payer                                              | 1 233        | 1 375        | 1 375         |
| Comptes d'ajustements créditeurs                             | 1            | -            | -             |
| Comptes d'encaissements                                      | -            | 3 226        | -             |
| Produits constatés d'avance                                  | 56           | 57           | 57            |
| <b>Total des comptes de régularisation - Passif</b>          | <b>1 291</b> | <b>4 658</b> | <b>1 432</b>  |
| <b>Autres passifs</b>                                        |              |              |               |
| Compte de règlement relatif aux opérations sur titres        | -            | -            | -             |
| Dettes fiscales                                              | 310          | 303          | 303           |
| Dettes sociales                                              | 1 310        | 1 344        | 1 344         |
| Autres créditeurs et passifs divers                          | 335          | 173          | 173           |
| <b>Total des autres passifs</b>                              | <b>1 955</b> | <b>1 820</b> | <b>1 820</b>  |
| <b>Total des comptes de régularisation et autres passifs</b> | <b>3 246</b> | <b>6 478</b> | <b>3 252</b>  |

# Encours de dépôts collectes au titre des comptes et plans d'épargne logement

| En milliers d'euros, au 31 décembre     | 2007          | 2006          |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|
| Plans d'épargne-logement (PEL)          |               |               |
| - ancienneté de moins de 4 ans          | 1 820         | 1 333         |
| - ancienneté comprise entre 4 et 10 ans | 4 409         | 5 883         |
| - ancienneté de plus de 10 ans          | 5 494         | 7 413         |
| Sous-total                              | 11 723        | 14 628        |
| Comptes épargne-logement (CEL)          | 4 720         | 4 791         |
| <b>Total</b>                            | <b>16 443</b> | <b>19 419</b> |

# Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement

| En milliers d'euros, au 31 décembre     | 2007         | 2006         |
|-----------------------------------------|--------------|--------------|
| Plans d'épargne-logement (PEL)          |              |              |
| - ancienneté de moins de 4 ans          | 92           | -            |
| - ancienneté comprise entre 4 et 10 ans | 78           | 232          |
| - ancienneté de plus de 10 ans          | 262          | 174          |
| Sous-total                              | 433          | 406          |
| Comptes épargne-logement (CEL)          | 687          | 691          |
| <b>Total</b>                            | <b>1 119</b> | <b>1 097</b> |

# Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne logement

| En milliers d'euros                     | 31/12/2006 | Dotations | Reprises | 31/12/2007 |
|-----------------------------------------|------------|-----------|----------|------------|
| Plans d'épargne-logement (PEL)          |            |           |          |            |
| - ancienneté de moins de 4 ans          | -          | -         | -        | -          |
| - ancienneté comprise entre 4 et 10 ans | -          | -         | -        | -          |
| - ancienneté de plus de 10 ans          | -          | -         | -        | -          |
| Sous-total                              | -          | -         | -        | -          |
| Comptes épargne-logement (CEL)          | -          | -         | -        | -          |
| <b>Total</b>                            | <b>-</b>   | <b>-</b>  | <b>-</b> | <b>-</b>   |

## Provisions pour risques et charges

| En milliers d'euros     | 31/12/2006 | Dotations  | Reprises   | 31/12/2007 |
|-------------------------|------------|------------|------------|------------|
| Risques de contrepartie | 316        | 120        | 246        | 190        |
| Risques de change       | 154        | -          | 18         | 136        |
| Litiges                 | 240        | -          | 200        | 40         |
| <b>Total</b>            | <b>710</b> | <b>120</b> | <b>463</b> | <b>367</b> |

## Fonds pour risques bancaires généraux

| En milliers d'euros                   | 31/12/2006   | Dotations | Reprises | 31/12/2007   |
|---------------------------------------|--------------|-----------|----------|--------------|
| Fonds pour risques bancaires généraux | 1 000        | -         | -        | 1 000        |
| <b>Total</b>                          | <b>1 000</b> | <b>-</b>  | <b>-</b> | <b>1 000</b> |

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques généraux inhérents aux activités de la BAMI, conformément aux conditions requises par le règlement CRBF n° 90-02.

## Provisions réglementées

| En milliers d'euros                      | 31/12/2006 | Dotations | Reprises   | 31/12/2007 |
|------------------------------------------|------------|-----------|------------|------------|
| Amortissements dérogatoires              | 32         | 34        | 11         | 56         |
| Risques de crédits à moyen et long terme | 200        | -         | 200        | -          |
| <b>Total</b>                             | <b>232</b> | <b>34</b> | <b>211</b> | <b>56</b>  |

## Capitaux propres (hors provisions réglementées et FRBG)

| En milliers d'euros, au 31 décembre | Capital       | Réserves      | Report à nouveau | Résultat     | Total capitaux propres<br>(hors prov. regl et FRBG) |
|-------------------------------------|---------------|---------------|------------------|--------------|-----------------------------------------------------|
| Au 31 décembre 2006                 | 15 000        | 20 000        | 696              | 4 835        | 40 531                                              |
| Affectation en réserves             | -             | 3 000         | -                | (3 000)      | -                                                   |
| Affectation au report à nouveau     | -             | -             | (148)            | 148          | -                                                   |
| Distribution de dividendes          | -             | -             | -                | (1 983)      | (1 983)                                             |
| Résultat 2007                       | -             | -             | -                | 5 174        | 5 174                                               |
| <b>Au 31 décembre 2007</b>          | <b>15 000</b> | <b>23 000</b> | <b>5 48</b>      | <b>5 174</b> | <b>43 721</b>                                       |

Le capital social est composé de 198317 actions entièrement libérées.

# Engagements de hors bilan

| En milliers d'euros, au 31 décembre                          | 2007          | 2006          |
|--------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Engagements de financement donnés et reçus                   |               |               |
| Engagements de financement donnés                            |               |               |
| Aux établissements de crédit                                 |               |               |
| A la clientèle                                               |               |               |
| Ouverture de crédits confirmés                               |               |               |
| Ouverture de crédits documentaires                           | 98            | 83            |
| Autres ouvertures de crédits confirmés                       | 47 879        | 51 854        |
| Autres engagements en faveur de la clientèle                 | 386           | 136           |
| <b>Total des engagements de financement donnés</b>           | <b>48 362</b> | <b>52 073</b> |
| Accords de refinancement (lignes "stand-by") reçus :         |               |               |
| Des établissements de crédit                                 |               |               |
| De la clientèle                                              |               |               |
| <b>Total des engagements de financement reçus</b>            | <b>-</b>      | <b>-</b>      |
| Engagements de garantie donnés et reçus                      |               |               |
| Engagements de garantie donnés                               |               |               |
| D'ordre d'établissements de crédit                           |               |               |
| Confirmation d'ouverture de crédits documentaires            |               |               |
| Ouverture de crédits confirmés                               |               |               |
| Autres garanties                                             |               |               |
| D'ordre de la clientèle                                      |               |               |
| Cautions, avals et autres garanties                          |               |               |
| Cautions immobilières                                        |               |               |
| Cautions administratives et fiscales                         | 2 040         | 2 126         |
| Autres garanties                                             | 5 544         | 3 944         |
| Autres garanties d'ordre de la clientèle                     | 30 283        | 23 970        |
| <b>Total des engagements de garantie donnés</b>              | <b>37 867</b> | <b>30 040</b> |
| Dont engagements douteux                                     | 522           | 152           |
| Engagements de garantie reçus :                              |               |               |
| Des établissements de crédit                                 | 10 006        | 4 535         |
| De la clientèle                                              |               |               |
| Garanties reçues des administrations publiques et assimilées |               |               |
| Garanties reçues de la clientèle financière                  |               |               |
| Autres garanties reçues                                      | -             | -             |
| <b>Total des engagements de garantie reçus</b>               | <b>10 006</b> | <b>4 535</b>  |

# Engagements de hors bilan (suite)

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                                | 2007         | 2006         |
|------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Engagements sur titres donnés et reçus                                             |              |              |
| Engagements donnés sur titres                                                      |              |              |
| Titres à donner                                                                    |              |              |
| <b>Total des engagements donnés sur titres</b>                                     | -            | -            |
| Engagements reçus sur titres                                                       |              |              |
| Titres à recevoir                                                                  |              |              |
| <b>Total des engagements reçus sur titres</b>                                      | -            | -            |
| Engagements sur opérations en devises et sur instruments financiers à termes       |              |              |
| Engagements donnés sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme |              |              |
| Engagements sur opérations en devises                                              |              |              |
| Engagements sur instruments financiers à terme                                     |              |              |
| <b>Total des engagements donnés</b>                                                | -            | -            |
| Engagements reçus sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme  |              |              |
| Engagements sur opérations en devises                                              |              |              |
| Engagements sur instruments financiers à terme                                     |              |              |
| <b>Total des engagements reçus</b>                                                 | -            | -            |
| Autres engagements donnés et reçus                                                 |              |              |
| Autres engagements donnés                                                          |              |              |
| Valeurs affectées en garantie d'opérations sur marchés à terme                     |              |              |
| Autres valeurs affectées en garantie                                               |              |              |
| Autres engagements donnés                                                          | -            | 283          |
| <b>Total des autres engagements donnés</b>                                         | -            | <b>283</b>   |
| Dont engagements douteux                                                           | -            | 8            |
| Autres engagements reçus                                                           |              |              |
| Valeurs reçues en garantie d'opérations sur marchés à terme                        |              |              |
| Autres valeurs reçues en garantie                                                  | 2 136        | 4 128        |
| Autres engagements reçus                                                           |              |              |
| <b>Total des autres engagements reçus</b>                                          | <b>2 136</b> | <b>4 128</b> |

# Échéances des emplois et des ressources

| En milliers d'euros,<br>au 31 décembre 2007                             | Opérations à vue<br>et au jour le jour | Durée restant à courir |                     |                    |                  |         | Total   | 31/12/2006<br>Total |
|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|------------------------|---------------------|--------------------|------------------|---------|---------|---------------------|
|                                                                         |                                        | jusqu'à<br>3 mois      | de 3 mois<br>à 1 an | de 1 an<br>à 5 ans | plus de<br>5 ans |         |         |                     |
| <b>EMPLOIS</b>                                                          |                                        |                        |                     |                    |                  |         |         |                     |
| Opérations interbancaires et assimilées                                 | 38 798                                 | 44 083                 | 10 039              | 237                | 76               | 93 233  | 75 479  |                     |
| Caisse, banque centrale, CCP                                            | 8 835                                  | -                      | -                   | -                  | -                | 8 835   | 7 028   |                     |
| Effets publics et valeurs assimilées                                    |                                        |                        |                     |                    |                  | -       | -       |                     |
| Créances sur les établissements de crédit                               | 29 963                                 | 44 083                 | 10 039              | 237                | 76               | 84 398  | 68 451  |                     |
| Opérations avec la clientèle                                            | 42 884                                 | 14 101                 | 37 969              | 79 870             | 62 225           | 237 049 | 222 284 |                     |
| Créances sur la clientèle                                               | 42 884                                 | 14 101                 | 37 969              | 79 870             | 62 225           | 237 049 | 222 284 |                     |
| Opérations de crédit-bail et assimilées                                 |                                        |                        |                     |                    |                  | -       | -       |                     |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                              | 99                                     | 220                    | -                   | 34 905             | -                | 35 224  | 35 596  |                     |
| Titres de transaction                                                   |                                        |                        |                     |                    |                  | -       | -       |                     |
| Titres de placement                                                     | 99                                     | 220                    | -                   | 34 905             | -                | 35 224  | 29 514  |                     |
| Titres d'investissement                                                 | -                                      | -                      | -                   | -                  | -                | -       | 6 083   |                     |
| <b>RESSOURCES</b>                                                       |                                        |                        |                     |                    |                  |         |         |                     |
| Opérations interbancaires et assimilées                                 | 1 598                                  | -                      | 19                  | 69                 | 39               | 1 725   | 3 071   |                     |
| Comptes créditeurs interbancaires et assimilés                          | 1 598                                  | -                      | 19                  | 69                 | 39               | 1 725   | 3 071   |                     |
| Dettes envers les établissements de crédit<br>représentées par un titre |                                        |                        |                     |                    |                  | -       | -       |                     |
| Opérations avec la clientèle                                            | 332 867                                | 6 456                  | 8 752               | 3 392              | 84               | 351 551 | 322 717 |                     |
| Comptes créditeurs de la clientèle                                      | 330 982                                | 5 247                  | 7 433               | 3 392              | 84               | 347 138 | 318 826 |                     |
| Dettes envers la clientèle représentées par un titre                    | 1 885                                  | 1 208                  | 1 319               | -                  | -                | 4 412   | 3 892   |                     |

Au 31/12/2007 :

- coefficient de liquidité à 1 mois = 110 % (contre 151 % au 31/12/06)
- ratio de solvabilité = 15,43 % (contre 15,12 % au 31/12/06)

## Intérêts, Produits et Charges assimilés

| En milliers d'euros, au 31 décembre                      | Charges d'exploitation |              | Produits d'exploitation |               | Produits/Charges nets |               |
|----------------------------------------------------------|------------------------|--------------|-------------------------|---------------|-----------------------|---------------|
|                                                          | 2007                   | 2006         | 2007                    | 2006          | 2007                  | 2006          |
| Sur opérations avec les établissements de crédits        | 10                     | 2            | 2 115                   | 1 220         | 2 105                 | 1 218         |
| Sur opérations avec la clientèle                         | 5 017                  | 3 570        | 12 567                  | 12 007        | 7 550                 | 8 437         |
| Sur opérations de crédit-bail                            | -                      | -            | -                       | -             | -                     | -             |
| Relatives à des dettes représentées par un titre         | -                      | -            | 4                       | 3             | 4                     | 3             |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe           | -                      | -            | 1 767                   | 1 863         | 1 767                 | 1 863         |
| <b>Total des intérêts et produits/charges assimilées</b> | <b>5 027</b>           | <b>3 572</b> | <b>16 453</b>           | <b>15 093</b> | <b>11 426</b>         | <b>11 521</b> |

## Commissions

| En milliers d'euros, au 31 décembre                             | Charges d'exploitation |              | Produits d'exploitation |              | Produits/Charges nets |              |
|-----------------------------------------------------------------|------------------------|--------------|-------------------------|--------------|-----------------------|--------------|
|                                                                 | 2007                   | 2006         | 2007                    | 2006         | 2007                  | 2006         |
| Sur opérations de trésorerie et interbancaires                  | 15                     | 13           | 0                       | 0            | (15)                  | (12)         |
| Sur opérations avec la clientèle                                | -                      | -            | 955                     | 1 056        | 955                   | 1 056        |
| Relatives aux opérations sur titres                             | 329                    | 363          | -                       | -            | (329)                 | (363)        |
| Sur opérations de change                                        | -                      | -            | 0                       | 1            | 0                     | 1            |
| Relatives à des prestations de services bancaires et financiers | 1 349                  | 1 357        | 5 654                   | 6 045        | 4 305                 | 4 688        |
| Sur opérations de hors-bilan                                    | 3                      | 4            | 372                     | 368          | 369                   | 365          |
| <b>Total des commissions</b>                                    | <b>1 696</b>           | <b>1 736</b> | <b>6 982</b>            | <b>7 471</b> | <b>5 286</b>          | <b>5 734</b> |

## Revenus des titres à revenu variable

| En milliers d'euros, au 31 décembre                   | 2007     | 2006       |
|-------------------------------------------------------|----------|------------|
| Actions et autres titres à revenu variable            | 3        | 201        |
| Participations et autres titres détenus à LT          | -        | -          |
| Parts dans les entreprises liées                      | -        | -          |
| <b>Total des revenus des titres à revenu variable</b> | <b>3</b> | <b>201</b> |

## Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                                         | 2007         | 2006         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Résultat des cessions                                                                       | 3 069        | 1 827        |
| Dotation (reprise) nette aux (de) provisions                                                | (1)          | -            |
| <b>Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b> | <b>3 068</b> | <b>1 827</b> |

## Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                              | 2007      | 2006      |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|
| Titres de transaction                                                            | -         | -         |
| Change                                                                           | 57        | 79        |
| Instruments financiers                                                           | -         | -         |
| <b>Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b> | <b>57</b> | <b>79</b> |

## Autres produits et charges d'exploitation bancaire

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                 | Charges d'exploitation |          | Produits d'exploitation |           | Produits/Charges nets |           |
|---------------------------------------------------------------------|------------------------|----------|-------------------------|-----------|-----------------------|-----------|
|                                                                     | 2007                   | 2006     | 2007                    | 2006      | 2007                  | 2006      |
| Sur opérations de location simple                                   | -                      | -        | 8                       | 11        | 8                     | 11        |
| Autres                                                              | -                      | -        | -                       | -         | -                     | -         |
| <b>Total des autres produits et charges d'exploitation bancaire</b> | <b>-</b>               | <b>-</b> | <b>8</b>                | <b>11</b> | <b>8</b>              | <b>11</b> |

## Frais de personnel

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                               | 2007         | 2006         |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Salaires et traitements                                                           | 4 320        | 3 987        |
| Charges sociales                                                                  |              |              |
| Charges de retraite                                                               | 305          | 284          |
| Autres charges sociales                                                           | 1 276        | 1 166        |
| <b>Total des charges sociales</b>                                                 | <b>1 580</b> | <b>1 450</b> |
| Intéressement et participation des salariés aux résultats                         |              |              |
| Intéressement des salariés                                                        | -            | -            |
| Participation des salariés aux résultats                                          | 358          | 350          |
| <b>Total de l'intéressement et de la participation des salariés aux résultats</b> | <b>358</b>   | <b>350</b>   |
| Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations                           | 439          | 392          |
| <b>Total des frais de personnel</b>                                               | <b>6 696</b> | <b>6 180</b> |

En application de la convention collective de la banque, la BAMl est amenée à verser aux salariés partant à la retraite une indemnité de départ. Les droits potentiellement acquis à ce titre par les salariés ont fait l'objet d'une évaluation au 31/12/07 selon une méthode actuarielle tenant compte de l'âge, de l'ancienneté, de la progression de salaire, et de la probabilité de présence à la BAMl au moment du départ à la retraite. Comme l'y autorise la recommandation 03-R-01 du CNC, la BAMl n'a pas provisionné ces engagements sociaux. Au 31/12/07, ces derniers s'élèvent à 188 059 €, contre 158 408 € au 31/12/2006.

Concernant la médaille du travail, l'engagement au 31/12/07 s'élève à 26 929 €.

Le droit individuel à la formation permet une co-action du salarié et de l'employeur en matière de formation professionnelle. A ce titre chaque salarié ayant un an d'ancienneté à la BAMl peut bénéficier de 20 heures de formation par an, cumulables sur 6 ans au maximum, qu'il utilise à sa propre initiative, mais avec l'accord de l'employeur. Au 31/12/07, 7 911 heures sont acquises et restent à prendre par l'ensemble des salariés de la BAMl au titre du DIF (contre 6 104 heures au 31/12/06). Au cours de l'exercice 2007, 536 heures de formation ont été dispensées dans le cadre du DIF.

## Gains nets sur actifs immobilisés

| En milliers d'euros, au 31 décembre                       | 2007       | 2006        |
|-----------------------------------------------------------|------------|-------------|
| Immobilisations d'exploitation                            |            |             |
| Plus-values de cessions                                   | 1          | 8           |
| Moins-values de cessions                                  | (7)        | (66)        |
| Gains/pertes nets sur immobilisations d'exploitation      | (6)        | (58)        |
| <b>Total des gains/pertes nets sur actifs immobilisés</b> | <b>(6)</b> | <b>(58)</b> |

# Coût du risque

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                               | Opérations avec la clientèle | 2007<br>Autres Opérations | Total          | 2006<br>Total  |
|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|---------------------------|----------------|----------------|
| <b>Dotations aux provisions de l'exercice</b>                                     |                              |                           |                |                |
| Risques de contrepartie                                                           | (1 858)                      | -                         | (1 858)        | (1 453)        |
| Risques de change                                                                 | -                            | -                         | -              | (71)           |
| Litiges                                                                           | -                            | -                         | -              | (240)          |
| <b>Total des dotations aux provisions de l'exercice</b>                           | <b>(1 858)</b>               | <b>-</b>                  | <b>(1 858)</b> | <b>(1 764)</b> |
| <b>Reprises de provisions de l'exercice</b>                                       |                              |                           |                |                |
| Risques de contrepartie                                                           | 988                          | -                         | 988            | 630            |
| Risques de change                                                                 | -                            | 18                        | 18             | 1              |
| Litiges                                                                           | -                            | 166                       | 166            | -              |
| <b>Total des reprises de provisions de l'exercice</b>                             | <b>988</b>                   | <b>184</b>                | <b>1 172</b>   | <b>631</b>     |
| <b>Dotation nette aux provisions de l'exercice</b>                                | <b>(870)</b>                 | <b>184</b>                | <b>(686)</b>   | <b>(1 133)</b> |
| Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions                          | -                            | -                         | -              | (25)           |
| Créances irrécouvrables couvertes par des provisions                              | -                            | -                         | -              | (117)          |
| Récupération sur créances amorties                                                | 16                           | -                         | 16             | 18             |
| <b>Total du coût du risque</b>                                                    | <b>(854)</b>                 | <b>184</b>                | <b>(670)</b>   | <b>(1 257)</b> |
| dont : • Charge nette des provisions constituées au titre des risques spécifiques | (854)                        | 184                       | (670)          | (1 257)        |
| • Reprise nette des provisions constituées au titre des risques pays              |                              |                           |                |                |

# Provisions réglementées

| En milliers d'euros, au 31 décembre                                      | 2007        | 2006        |
|--------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| <b>Dotations aux provisions de l'exercice</b>                            |             |             |
| Crédits moyens/longs termes                                              | -           | -           |
| Amortissements dérogatoires                                              | (34)        | (32)        |
| <b>Total des dotations aux provisions de l'exercice</b>                  | <b>(34)</b> | <b>(32)</b> |
| <b>Reprises de provisions de l'exercice :</b>                            |             |             |
| Crédits moyens/longs termes                                              | 200         | -           |
| Amortissements dérogatoires                                              | 10          | -           |
| <b>Total des reprises de provisions de l'exercice</b>                    | <b>210</b>  | <b>-</b>    |
| Reprises nettes de dotations/ Dotations nettes de reprises de l'exercice | 176         | (32)        |

L'encours de provisions réglementées s'élève à 55 823 euros au 31 décembre 2007.

Le risque réel de non-recouvrement des opérations de crédit à moyen et à long terme est précisément appréhendé, créance par créance.

La constitution éventuelle d'une dépréciation est inscrite à l'actif du bilan, en diminution des Créances sur la clientèle.

La provision règlementée antérieurement constituée à ce titre est par conséquent devenue sans objet.

## Résultat exceptionnel

| En milliers d'euros, au 31 décembre   | 2007         | 2006        |
|---------------------------------------|--------------|-------------|
| Charges exceptionnelles               | (330)        | (70)        |
| Produits exceptionnels                | 21           | 47          |
| <b>Total du résultat exceptionnel</b> | <b>(309)</b> | <b>(23)</b> |

## Impôt sur les bénéfices

| En milliers d'euros, au 31 décembre              | 2007         | 2006         |
|--------------------------------------------------|--------------|--------------|
| <b>Charge nette de l'impôt sur les bénéfices</b> | <b>2 966</b> | <b>2 821</b> |
| sur activités courantes                          | 2 966        | 2 821        |

## Effectifs

| En milliers d'euros, au 31 décembre | 2007       | 2006       |
|-------------------------------------|------------|------------|
| <b>Total BAMl</b>                   | <b>122</b> | <b>119</b> |
| Dont cadres                         | 35         | 30         |
| Dont personnel mis à disposition    | -          | -          |

## Évolution du capital

|                         | Nombre d'actions | Capital (en euros) |
|-------------------------|------------------|--------------------|
| Situation au 31/12/2005 | 198 317          | 15 000 000         |
| Situation au 31/12/2006 | 198 317          | 15 000 000         |
| Situation au 31/12/2007 | 198 317          | 15 000 000         |

## Consolidation

Les comptes de la BAMl sont consolidés :

- par intégration globale dans les comptes de la SCA BAKIA ;
- par mise en équivalence dans les comptes de la banque PALATINE SA.





#### SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT

##### SIÈGE SOCIAL

13, place Floquet  
64220 Saint-Jean-Pied-de-Port  
Tél : 05 59 37 99 20  
Fax : 05 59 37 99 21  
agence.stjean@bami.fr

#### BAYONNE

##### IMMEUBLE CENTRAL

Rond-Point de Maignon  
64100 Bayonne  
Tél : 05 59 22 6000  
Fax : 05 59 22 60 37  
agence.centrale@bami.fr

#### BIARRITZ

1, place Clemenceau  
64200 Biarritz  
Tél : 05 59 22 40 40  
agence.biarritz@bami.fr

#### PAU

16, place Georges Clemenceau  
64000 Pau  
Tél : 05 59 27 28 11  
agence.pau@bami.fr

#### BAYONNE

1, rue du 49ème  
64100 Bayonne  
Tél : 05 59 59 60 96  
agence.bayonne@bami.fr

#### SAINT-PALAIS

2, rue Thiers  
64120 Saint-Palais  
Tél : 05 59 65 99 45  
agence.stpalais@bami.fr

#### LOURDES

3, place Marcadal  
65100 Lourdes  
Tél : 05 62 94 57 91  
agence.lourdes@bami.fr

#### DAX

Promenade des remparts  
40100 Dax  
Tél : 05 58 90 47 20  
agence.dax@bami.fr

#### HASPARREN

3, rue Jean Lissar  
64240 Hasparren  
Tél : 05 59 29 63 63  
agence.hasparren@bami.fr

#### MAULÉON

80, rue Victor Hugo  
64130 Mauléon  
Tél : 05 59 28 03 80  
agence.mauleon@bami.fr

#### TARDETS

Rue Principale  
64470 Tardets  
Tél : 05 59 28 54 83

#### CAMBO-LES-BAINS

2, allée Edmond Rostand  
64250 Cambo-les-Bains  
Tél : 05 59 29 31 64  
agence.cambo@bami.fr

#### OLORON-SAINTE-MARIE

12, rue Despourrins  
64400 Oloron-Sainte-Marie  
Tél : 05 59 39 91 79  
agence.oloron@bami.fr

#### BÉHOBIE

Pont International - RN10  
64700 Béhobie  
Tél : 05 59 20 68 95  
agence.behobie@bami.fr

#### BORDEAUX

4, rue Michel Montaigne  
33000 Bordeaux  
Tél : 05 56 79 23 23  
agence.bordeaux@bami.fr

#### TOULOUSE

7, place Wilson  
31000 Toulouse  
Tél : 05 61 293 293